



Nord - Pas de Calais

La directive 2009/48/CE relative à la sécurité des jouets

Une nouvelle directive pour déjouer les risques de l'évolution technologique



L'Europe à la portée de votre entreprise.

Décembre 2011

Directive 2009/48/CE

« Les progrès technologiques intervenus sur le marché des jouets ont (...) posé de nouveaux problèmes en matière de sécurité des jouets et ont accru les préoccupations des consommateurs en la matière ».



Face aux évolutions technologiques touchant le secteur du jouet, l'Union européenne a décidé de renforcer la sécurité de ses consommateurs. La directive 2009/48/CE a ainsi été adoptée et a abrogée la vieillissante directive 88/378/CEE. Les dispositions de la nouvelle directive sont applicables depuis le 20 juillet 2011.

L'actualisation de cette réglementation porte, dans un premier temps, sur son champ d'application. Sont à présent soumis aux dispositions de la directive « jouets », de manière explicite, les produits présentant un double usage, non exclusivement destinés à être utilisés à des fins de jeu par ses utilisateurs.

Dans un second temps, certains risques font l'objet d'une attention particulière afin d'assurer un niveau élevé de protection des consommateurs. Cette attention se porte notamment sur les propriétés électriques des jouets, ou encore les risques causés par les substances chimiques présentes dans ceux-ci. Il est essentiel que les jouets mis sur le marché respectent les dispositions de la réglementation REACH. Les risques d'atteinte auditive causée par les jouets émettant des sons sont égale-

ment visés et des exigences de sécurité spécifiques ont été élaborées pour tenir compte du danger potentiel posé par la présence de jouets dans des denrées alimentaires, dans la mesure où l'association d'un jouet et d'une denrée alimentaire pourrait entraîner un risque d'étouffement.

La directive « jouets » veut également anticiper et prévenir les risques que pourraient poser les prochaines évolutions technologiques dans ce secteur. **L'acte communautaire prévoit alors l'établissement d'une obligation générale de sécurité.** Ainsi, les jouets présentant des risques n'étant pas couverts par des exigences particulières de sécurité pourront faire l'objet, sur la base de cette obligation générale, de mesures restrictives d'accès au marché. Il est alors indispensable pour le fabricant de prendre en considération l'utilisation normale mais aussi raisonnablement prévisible de son produit par un consommateur dont le degré de discernement est inférieur à la moyenne des utilisateurs adultes. Les risques liés à l'utilisation du jouet doivent être minimisés au maximum. Cette minimisation passera notamment par la communication d'informations auprès des personnes exerçant une



Nord - Pas de Calais

La directive 2009/48/CE relative à la sécurité des jouets



L'Europe à la portée de votre entreprise.

Décembre 2011

Directive 2009/48/CE

« Tous les opérateurs économiques sont censés agir de manière responsable et en totale conformité avec les exigences légales en vigueur lorsqu'ils commercialisent des jouets ou les mettent à disposition sur le marché ».

surveillance sur l'enfant utilisateur. Les avertissements de sécurité constitueront également un outil essentiel de prévention.

A l'instar de l'ancienne directive « jouets », la **directive 2009/48/CE impose le marquage « CE »**. Par son apposition, le fabricant assume la responsabilité de la conformité de son produit avec l'ensemble des exigences de sécurité applicables posées dans la législation communautaire pertinente. Le marquage « CE » est l'unique marquage permettant d'attester de la conformité du produit aux exigences précitées.

Les opérateurs économiques doivent prendre les mesures appropriées permettant d'assurer que les jouets mis sur le marché ne créent pas de dangers pour la sécurité et la santé des consommateurs dans des conditions normales et raisonnablement prévisibles d'utilisation. Pour cela, la **directive 2009/48/CE détermine pour chaque opérateur leurs obligations**. En ce qui concerne le fabricant, celui-ci doit, entre autres, rédiger la documentation technique et effectuer, ou faire effectuer, la procédure d'évaluation de la conformité applicable (contrôle interne de la production ou contrôle réalisé par un organisme tiers). L'importateur, quant à lui, doit s'assurer que les produits qu'il met sur le marché sont conformes aux

exigences communautaires applicables.

Dans le rayon des nouveautés, il est important de relever que **le fabricant doit à présent réaliser une analyse des différents dangers que le jouet peut présenter ainsi qu'une évaluation de l'exposition potentielle à ces dangers**. Cette évaluation devra être conservée par le fabricant au sein de la documentation technique et constituera une étape préalable à l'évaluation de la conformité des produits aux exigences de sécurité.

Les dispositions de la directive 2009/48/CE s'appliquent depuis le 20 juillet 2011 (avec abrogation des dispositions de l'ancienne directive « jouets »), mais afin de permettre aux opérateurs de se conformer aux nouvelles exigences relatives aux propriétés chimiques des jouets, une période de transition plus longue a été envisagée sur ce point. Ainsi, la partie 3 de l'annexe II de l'ancienne directive « jouets » relative aux propriétés chimiques reste applicable jusqu'au 20 juillet 2013.



SOMMAIRE

Ce qu'il faut savoir sur la directive « jouets » :

- *Les définitions utiles (p. 4-5)*
- *Les objectifs de la directive (p. 6)*
- *Le champ d'application de la directive (p. 7-8)*
- *Les exigences essentielles de sécurité (p. 9-11)*
- *Les obligations des acteurs économiques (p. 12-17)*
- *Les avertissements de sécurité (p. 18-21)*
- *L'évaluation de la conformité du produit (p. 22-24)*
- *L'apposition du marquage « CE » (p. 25)*
- *Les sanctions (p. 26)*
- *Annexes (p. 27-47)*



L'Europe à la portée de votre entreprise.



DOCUMENTS UTILES

La directive 2009/48/CE

Guide explicatif sur l'application de la directive 2009/48/CE sur la sécurité des jouets

Guide explicatif sur l'application de la directive 2009/48/CE sur la sécurité des jouets : documentation technique

Brochure sur la sécurité des jouets

Base de données Nando

Décret n° 2010-166 du 22 février 2010 relatif à la sécurité des jouets

Les définitions utiles

La directive « jouets » donne les définitions suivantes :

«**mise à disposition sur le marché**», toute fourniture d'un jouet destiné à être distribué, consommé ou utilisé sur le marché communautaire dans le cadre d'une activité commerciale, à titre onéreux ou gratuit;

«**mise sur le marché**», la première mise à disposition d'un jouet sur le marché communautaire;

«**fabricant**», toute personne physique ou morale qui fabrique un jouet, ou fait concevoir ou fabriquer un jouet, et le commercialise sous son propre nom ou sa propre marque;

«**mandataire**», toute personne physique ou morale établie dans la Communauté ayant reçu mandat écrit d'un fabricant pour agir en son nom aux fins de l'accomplissement de tâches déterminées;

«**importateur**», toute personne physique ou morale établie dans la Communauté qui met un jouet provenant d'un pays tiers sur le marché communautaire;

«**distributeur**», toute personne physique ou morale faisant partie de la chaîne d'approvisionnement, autre que le fabricant ou l'importateur, qui met un jouet à disposition sur le marché;

«**opérateurs économiques**», le fabricant, le mandataire, l'importateur et le distributeur;

«**norme harmonisée**», une norme adoptée par l'un des organismes européens de normalisation énumérés à l'annexe I de la directive 98/34/CE sur la base d'une demande formulée par la Commission, conformément à l'article 6 de ladite directive;

«**accréditation**», l'accréditation au sens du règlement (CE) n°765/2008;

«**évaluation de la conformité**», le processus démontrant si des exigences spécifiées relatives à un jouet ont ou non été respectées;

«**organisme d'évaluation de la conformité**», l'organisme procédant à des activités d'évaluation de la conformité, y compris l'étalonnage, les essais, la certification et l'inspection;

«**rappel**», toute mesure visant à obtenir le retour d'un jouet qui a déjà été mis à la disposition de l'utilisateur final;

«**retrait**», toute mesure visant à empêcher la mise à disposition sur le marché d'un jouet de la chaîne d'approvisionnement;

«**surveillance du marché**», les opérations effectuées et les mesures prises par les autorités publiques pour veiller à ce que les jouets soient conformes aux exigences applicables énoncées par la législation communautaire d'harmonisation et ne portent pas atteinte à la santé, ni à la sécurité ou à tout autre aspect de la protection de l'intérêt public;

«**marquage CE**», le marquage par lequel le fabricant indique que le jouet est conforme aux exigences applicables énoncées dans la législation communautaire d'harmonisation prévoyant son apposition;

«**produit fonctionnel**», un produit qui fonctionne et est utilisé de la même manière qu'un produit, un appareil ou une installation destinés à être utilisés par des adultes, et qui peut constituer un modèle réduit d'un tel produit, appareil ou installation;



Les définitions utiles

«**jouet fonctionnel**», un jouet qui fonctionne et qui est utilisé de la même manière qu'un produit, un appareil ou une installation destinés à être utilisés par des adultes, et qui peut constituer un modèle réduit d'un tel produit, appareil ou installation;

«**jouet aquatique**», un jouet destiné à être utilisé en eaux peu profondes et apte à porter ou à soutenir un enfant sur l'eau;

«**vitesse nominale**», la vitesse de fonctionnement normale déterminée par la conception du jouet;

«**jouet d'activité**», un jouet destiné à un usage familial et dont la structure portante reste fixe pendant l'activité et qui est destiné aux enfants pour pratiquer l'une des activités suivantes: grimper, sauter, se balancer, glisser, basculer, tourner, ramper, se faufiler ou toute combinaison de ces activités;

«**jouet chimique**», un jouet destiné à la manipulation directe de substances et de mélanges chimiques et qui est destiné à être utilisé, à un âge approprié, sous la surveillance d'adultes;

«**jeu de table olfactif**», un jeu dont l'objet est d'aider un enfant à apprendre à reconnaître différents parfums ou odeurs;

«**ensemble cosmétique**», un jouet dont l'objet est d'aider l'enfant à apprendre à fabriquer des produits tels que substances parfumantes, savons, crèmes, shampoings, mousses pour le bain, vernis, rouge à lèvres, autre maquillage, dentifrice et adjuvants

«**jeu gustatif**», un jouet pouvant comporter l'utilisation d'ingrédients alimentaires, tels qu'édulcorants, liquides, poudres et arômes, permettant aux enfants de confectionner des friandises ou des recettes culinaires;

«**effet dommageable**», une blessure physique ou tout autre effet néfaste pour la santé, en ce compris les effets à long terme;

«**danger**», une source potentielle d'effet dommageable;

«**risque**», un taux probable de fréquence d'un danger causant un effet dommageable et le degré de gravité de ce dernier;

«**destiné à être utilisé par**», les parents ou la personne chargée de la surveillance peuvent raisonnablement déduire des fonctions, dimensions et caractéristiques d'un jouet que celui-ci est destiné à être utilisé par des enfants de la catégorie d'âge indiquée.

«**législation communautaire d'harmonisation**», toute législation communautaire harmonisant les conditions de commercialisation des produits;

Les objectifs de la directive « jouets »

Article 1 de la Directive 2009/48/CE

« La présente directive fixe des règles en matière de sécurité des jouets et de leur libre circulation dans la Communauté ».

La directive « jouets » pose un double objectif. **Il s'agit d'harmoniser les niveaux de sécurité des jouets dans l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne et d'éliminer les obstacles aux échanges des marchandises entre ces Etats.**

La directive « jouets » se base, pour atteindre ces objectifs, sur le mécanisme dit de la « Nouvelle Approche ». Il s'agit, selon ce système, d'élaborer au niveau communautaire les exigences essentielles de sécurité que doivent respecter les jouets, tout en laissant aux fabricants le libre choix dans les moyens techniques à mettre en œuvre pour y répondre.

Les fabricants ont la possibilité de se référer aux normes adoptées par les comités européens de normalisation, dites normes harmonisées, pour répondre aux exigences de la directive

« jouets » et bénéficier, de ce fait, d'une présomption de conformité aux dites exigences.

Les jouets fabriqués ou commercialisés dans un Etat membre de l'Union européenne, respectant les exigences essentielles, auront ainsi, sous cette condition, la possibilité d'être mis librement sur le marché des autres Etats membres.

Les deux objectifs envisagés sont intimement liés. En effet, pour que des produits circulent librement au sein du marché unique, une relation de confiance, portant sur la sécurité des jouets (et donc sur le respect des exigences de sécurité posées par la directive), doit s'instaurer entre les différents opérateurs économiques ainsi qu'entre les opérateurs économiques et les autorités nationales de surveillance des marchés.



Le champ d'application de la directive « jouets »

Qu'est ce qu'un jouet ? Cette question est primordiale pour les opérateurs économiques désirant savoir si leurs produits sont soumis, ou non, aux dispositions de la directive « jouets ».

Une clarification du champ d'application de la directive était nécessaire.

Dans un premier temps, **la définition même du « jouet » a été modifiée.**

Si l'ancienne directive envisageait *« tout produit conçu ou manifestement destiné à être utilisé à des fins de jeux par des enfants d'un âge inférieur à 14 ans »*, la nouvelle définit les jouets comme des *« produits conçus ou destinés, **exclusivement ou non**, à être utilisés à des fins de jeu par des enfants de moins de 14 ans »*.

Cette nouvelle définition, bien que proche de l'ancienne, apporte des évolutions importantes. L'addition des termes *« **exclusivement ou non** »* n'est pas anodine. Par cet ajout, il est affirmé qu'un produit n'a plus à être fabriqué ou conçu uniquement dans l'optique d'être utilisé à des fins de jeu, pour être considéré comme un jouet (et tomber ainsi dans le champ d'application de la directive 2009/48/CE). Les « produits à double usage » doivent à présent être considérés comme des jouets.

Nous pouvons prendre, pour illustrer nos propos, l'exemple d'un porte-clefs auquel est attaché un ours en peluche. Ce produit présente bien une double fonction, soit une fonction de jeu et une fonction permettant à son détenteur de pouvoir accrocher à ce produit ses clefs. Cette marchandise pourrait être considérée comme un jouet, bien que n'étant pas destinée exclusivement à être utilisée à des fins de jeu.



On constate également dans la nouvelle directive la suppression du terme *« **manifestement** »*.

A présent, l'utilisation raisonnablement prévisible du produit prime sur la volonté même du fabricant de considérer celui-ci comme un jouet ou non. L'obligation de « classification » des fabricants s'en retrouve ainsi renforcée. En effet, si pour être considéré comme un jouet le fabricant doit envisager une fonction de jeu pour son produit, l'utilisation raisonnablement prévisible de celui-ci prévaudra sur la déclaration faite par le fabricant. C'est donc au fabricant estimant que son produit n'entre pas dans le champ d'application de la directive « jouets » d'en apporter la preuve.

Dans un second temps, au-delà des modifications terminologiques, **la nouvelle directive, exclut certains produits de son champ d'application.**

Ceux-ci, bien que pouvant être considérés comme des jouets au regard de la définition même du jouet, n'ont pas à respecter les dispositions de la directive 2009/48/CE. La raison de cette exclusion est la soumission desdits produits à des réglementations spécifiques. Il n'est apparu dès lors pas opportun de multiplier les exigences de sécurité à l'encontre de ces marchandises.

Selon l'article 2 §2 de la directive 2009/48/CE : (liste exhaustive)

« La présente directive ne s'applique pas aux jouets suivants :

- a) équipements pour aires collectives de jeu destinées à une utilisation publique;*
- b) machines de jeu automatiques, à pièces ou non, destinées à une utilisation publique;*
- c) véhicules de jeu équipés de moteurs à combustion;*
- d) jouets machine à vapeur; et*

Directive 2009/48/CE

« Afin de faciliter l'application de la présente directive par les fabricants et les autorités nationales, il y a lieu de clarifier son champ d'application, en complétant la liste des produits qui ne relèvent pas de la présente directive, notamment certains nouveaux produits, tels que les jeux vidéo et les périphériques ».

Le champ d'application de la directive « jouets »

Dans un dernier temps, à l'annexe I de la directive « jouets », a été actualisée la liste, non exhaustive, des produits exclus de son champ d'application.

Cette modification permet ainsi de prendre en compte les avancées technologiques réalisées dans ce secteur.

Contrairement aux exclusions envisagées à l'article 2 de la directive « jouets », les produits repris à l'annexe I ne répondent pas à la définition du « jouet », mais un risque de confusion est cependant envisageable.

Nous retrouvons, par exemple, les objets décoratifs servant aux fêtes et célébrations, les puzzles de plus de 500 pièces, les feux d'artifice, ou encore les luminaires attrayants pour les enfants.

Au regard de ces éléments, il est donc essentiel, pour déterminer si la directive « jouets » est applicable ou non, d'analyser les produits concernés selon les critères posés par la définition même du jouet, soit :

- 1/ des produits conçus ou destinés,
- 2/ exclusivement ou non,
- 3/ à être utilisés à des fins de jeu
- 4/ par des enfants de moins de 14 ans.

Au surplus, il est à noter que **l'utilisation domestique ou publique d'un produit ne constitue pas un facteur pertinent permettant de déterminer si ledit produit est ou non un jouet.**

(Annexe I de la directive 2009/48/CE en annexe de ce guide)

Ces produits sont exclus du champ d'application de la directive « jouets » :



Les exigences essentielles de sécurité

Les jouets ne peuvent être mis sur le marché que s'ils répondent aux exigences essentielles de sécurité.

Ces exigences essentielles sont divisées par la directive « jouets » en deux catégories. Dans un premier temps, sont envisagées **les exigences découlant de l'obligation générale de sécurité**. Dans un second temps, sont reprises **les exigences particulières de sécurité**, listées à l'annexe II de la directive.

(Annexe II de la directive 2009/48/CE en annexe de ce guide)

La directive 2009/48/CE innove en posant une obligation générale de sécurité. Cette disposition permet de justifier la prise de mesures restrictives à l'encontre de produits, qui, bien que n'étant pas soumis à des exigences particulières, voire même qui y répondent, présentent malgré tout des risques pour la sécurité et/ou la santé des consommateurs.

Sur quels éléments doit se baser le fabricant pour savoir si son produit respecte l'obligation générale de sécurité ?

En ce qui concerne les exigences générales, **la directive impose la prise en compte des effets (nocifs) éventuels des produits chimiques, présents dans les jouets, sur la santé, la sécurité des utilisateurs.**

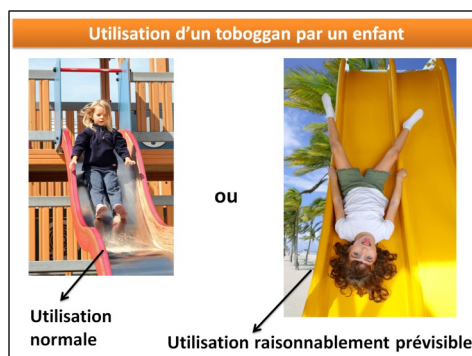
Doivent être pris en considération aussi bien les effets à longs termes, que les blessures immédiates (mineures et majeures) pouvant être causées par l'utilisation du jouet.

De plus, le fabricant doit préserver la santé des utilisateurs, mais aussi des tiers, à savoir les surveillants ou tout intervenant extérieur pouvant être exposés aux risques liés à l'utilisation du jouet.

Pour répondre à l'obligation générale de sécurité, **doit également être pris en considération le comportement de l'enfant.**

L'enfant n'est pas un consommateur comme les autres, et ne doit pas être assimilé au consommateur adulte moyen. Ainsi, le fabricant dans son analyse des risques doit envisager l'utilisation normale de son produit, mais également l'utilisation raisonnablement prévisible qui pourrait en être faite, par un utilisateur ne faisant généralement pas preuve du même degré de discernement que la moyenne des utilisateurs adultes.

Pour illustrer nos propos nous pouvons prendre l'exemple des différentes utilisations envisageables, par un enfant, d'un toboggan :



Sont également mis en relief dans la directive les jouets destinés aux enfants de moins de 36 mois, ainsi qu'aux autres tranches d'âge déterminées. Ces catégories d'utilisateurs, et leurs capacités, ainsi que celles de leurs surveillants, doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Le fabricant doit-il éliminer tous les risques inhérents à l'utilisation de son produit pour pouvoir le mettre sur le marché ?

Certains risques ne peuvent être éliminés, malgré une amélioration de la conception du jouet, ou tout autre procédé technique. On parle alors de risques inhérents à l'utilisation du pro-

L'obligation générale de sécurité ne constitue pas une innovation de la part de la directive 2009/48/CE. En effet, la directive « jouets » ne fait qu'adapter à ce domaine les dispositions de la directive 2001/95/CE relative à la sécurité générale des produits. Cette dernière énonce qu'« il est très difficile d'adopter une législation communautaire pour chaque produit qui existe ou qui pourrait être créé. Un vaste cadre législatif à caractère horizontal est nécessaire pour couvrir ces produits et pour combler les lacunes, en particulier dans l'attente de la révision de la législation spécifique existante, ainsi que pour compléter les dispositions de la législation spécifique existante ou future, notamment en vue d'assurer un niveau élevé de protection de la sécurité et de la santé des consommateurs ».

Les exigences essentielles de sécurité

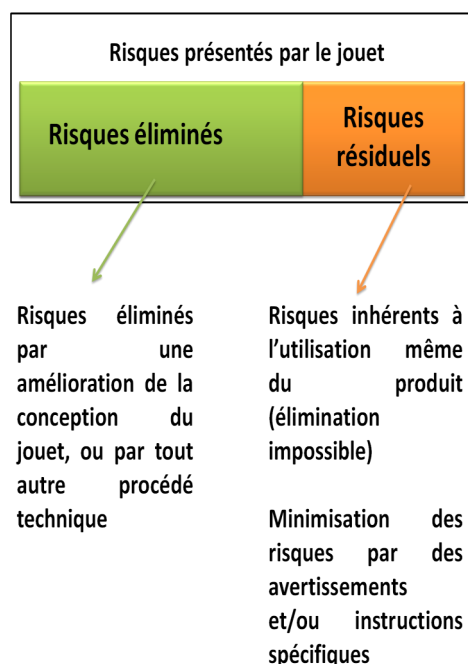
L'ancienne directive « jouets » imposait déjà au fabricant de minimiser au maximum les risques inhérents à l'utilisation même du jouet dans son annexe II. Il était indiqué que « les utilisateurs de jouets ainsi que les tiers doivent être protégés contre les risques pour la santé et les risques de blessure lorsque les jouets sont utilisés conformément à leur destination ou qu'il en est fait un usage prévisible, compte tenu du comportement habituel des enfants. Il s'agit des risques :

a) qui sont liés à la conception, à la construction et à la composition du jouet;
b) qui sont inhérents à l'utilisation du jouet et que l'on ne peut totalement éliminer en modifiant la construction et la composition du jouet sans en altérer la fonction ou le priver de ses propriétés essentielles ».

duit ou de risques résiduels. Ces risques doivent faire l'objet d'une prévention particulière auprès des utilisateurs ou de leurs surveillants. Selon la directive, les étiquettes apposées ainsi que le mode d'emploi qui accompagne les jouets doivent attirer l'attention des utilisateurs ou de leurs surveillants sur les dangers et les risques d'effets dommageables inhérents à l'utilisation des jouets, et sur la manière de les éviter.

Si la directive « jouets » reconnaît que le risque zéro n'existe pas, elle impose malgré tout aux fabricants une obligation d'information visant à les minimiser au maximum et à leur permettre d'atteindre un degré acceptable pour la sécurité des consommateurs.

Attention, le fabricant ne pourra en aucun cas s'exonérer de son obligation de mise sur le marché d'un produit sûr, en usant d'instructions à l'intention des surveillants, alors même qu'une modification de sa conception pourrait éliminer les risques existants.



Pour illustrer nos propos nous pouvons prendre l'exemple de l'utilisation d'un ballon en latex par un enfant de moins de 8 ans. Des informations pourraient être fournies sur le fait que l'enfant doit être surveillé et que les ballons endommagés doivent être jetés pour contrer notamment les risques éventuels d'étouffement.



Il est à noter que ces instructions et informations de sécurité se retrouvent notamment dans les normes harmonisées.

Que sont les exigences particulières de sécurité ?

Les exigences particulières de sécurité sont listées à l'annexe II de la directive 2009/48/CE. Ces exigences portent sur les points suivants :

- les propriétés physiques et mécaniques
- l'inflammabilité
- les propriétés chimiques
- les propriétés électriques
- l'hygiène
- la radioactivité

Pour analyser le respect de ces exigences, une procédure d'évaluation de la conformité devra être suivie. Celle-ci sera réalisée par le fabricant (autocertification) ou par l'intermédiaire d'un organisme tiers (intervention d'un organisme notifié). Une fois cette procédure réalisée et la

Les exigences essentielles de sécurité

documentation technique nécessaire établie, le fabricant pourra alors apposer sur le produit le marquage « CE. » Par ce marquage, il déclare alors que son produit est conforme à toutes les exigences applicables (au regard de la législation communautaire harmonisée) et qu'il en assume l'entière responsabilité.

Existe-t-il une période pendant laquelle un jouet doit rester conforme aux exigences essentielles de sécurité ?

La conformité d'un produit aux exigences essentielles de sécurité doit perdurer, évidemment, au-delà du seul moment où celui-ci est mis sur le marché. La directive précise ainsi que **les jouets placés sur le marché sont conformes aux exigences essentielles de sécurité durant leur durée d'utilisation prévisible et normale.**

Les obligations des acteurs économiques

Les obligations des différents acteurs économiques sont regroupées au chapitre II de la directive « jouets ». **Sont envisagées les obligations des fabricants, des importateurs, des mandataires et des distributeurs.**

Quelles sont les obligations du fabricant de jouets ?

Les obligations du fabricant peuvent se résumer ainsi :

I. Le fabricant doit s'assurer que les jouets sont conçus et fabriqués conformément aux exigences de sécurité posées par la directive.

Comme énoncé précédemment, il s'agit alors de respecter à la fois l'obligation générale de sécurité et les exigences particulières posées à l'annexe II de la directive.

II. Le fabricant doit rédiger la documentation technique exigée et effectuer la procédure d'évaluation de la conformité applicable.

La documentation technique est constituée de l'ensemble des données et précisions pertinentes quant aux moyens utilisés par le fabricant pour garantir que les jouets satisfont aux exigences de sécurité.

Cette documentation doit être rédigée dans une des langues officielles de la Communauté. Si un organisme notifié doit intervenir pour évaluer la conformité du jouet, la documentation technique doit être rédigée dans la langue officielle de l'Etat membre dans lequel est établi l'organisme ou dans une langue acceptée par celui-ci.

Le fabricant doit également pouvoir fournir, dans un délai de 30 jours, sur demande motivée d'une autorité de surveillance du marché d'un Etat membre, une traduction des parties pertinentes de la documentation tech-

nique dans la langue de cet Etat membre.

Le fabricant conserve la documentation technique pendant une durée de dix ans à partir de la mise sur le marché du jouet.

En ce qui concerne la procédure d'évaluation de la conformité, deux cas sont envisageables.

1/ Si le fabricant a appliqué les normes harmonisées couvrant toutes les exigences de sécurité pertinentes, il utilise la procédure de contrôle de production interne (autocertification).

2/ Si les normes harmonisées ne couvrent pas toutes les exigences, ne sont pas existantes, ne sont pas appliquées ou qu'en partie par le fabricant, ou encore si elles sont assorties de restrictions, ou finalement, si le fabricant estime que la nature, la conception, la construction ou la destination du jouet nécessitent une vérification par un tiers, alors le jouet sera soumis à un examen CE de type combiné à la procédure « conformité au type » (intervention d'un organisme tiers notifié).

III. Lorsqu'il a été démontré que le jouet respecte les exigences applicables, les fabricants doivent établir une déclaration CE de conformité et apposer le marquage « CE ».

La déclaration CE de conformité est un outil par lequel le fabricant atteste que le respect des exigences a été démontré. Cette déclaration doit être mise à jour en permanence, et doit être établie selon le modèle figurant à l'annexe III de la directive « jouets ».

(Annexe III de la directive 2009/48/CE en annexe de ce guide)

La déclaration doit être rédigée dans la ou les langues demandées par l'Etat membre sur le marché duquel le jouet est commercialisé ou mis à disposi-

Directive 2009/48/CE

« Tous les opérateurs économiques intervenant dans la chaîne d'approvisionnement et de distribution devraient prendre des mesures appropriées afin d'assurer que les jouets qu'ils mettent sur le marché ne créent pas un danger pour la sécurité et la santé des enfants, dans des conditions d'utilisation normales et raisonnablement prévisibles, et qu'ils ne mettent à disposition sur le marché que des jouets conformes à la législation communautaire applicable. La présente directive prévoit une répartition claire et proportionnée des obligations correspondant au rôle de chaque opérateur dans le processus d'approvisionnement et de distribution ».



L'Europe à la portée de votre entreprise.

Les obligations des acteurs économiques

tion. Le fabricant doit conserver la déclaration CE de conformité pendant une durée de dix ans à partir de la mise sur le marché du jouet.

IV. La directive pose également pour le fabricant une obligation de « diligence ».

En effet, le fabricant doit veiller à ce que des procédures soient en place pour que la production en série reste conforme aux exigences posées par la directive. Il doit donc veiller aux modifications de la conception ou des caractéristiques du jouet ainsi qu'aux modifications des normes harmonisées sur la base desquelles la conformité du jouet a été déclarée.

De plus, un suivi doit être mis en place par le fabricant. Celui-ci doit informer les distributeurs des essais par sondages réalisés sur les jouets commercialisés ainsi que des enquêtes réalisées suite à d'éventuelles réclamations reçues. Des registres doivent être établis en cas de réclamations, de non-conformité ou de rappels des produits.

V. Dans un souci de traçabilité, les fabricants doivent veiller à ce que leurs produits portent un numéro de type, de lot de série ou de modèle ou tout autre élément permettant leur identification.

Cette information doit, en principe, être reprise sur le jouet lui-même. Elle peut être reprise sur l'emballage ou dans un document accompagnant le jouet si la taille ou la nature du jouet ne permettent pas une indication directement sur le jouet (indication illisible ou techniquement impossible).

Il n'est pas possible de reprendre le numéro d'identification sur l'emballage ou sur un document annexe pour des raisons purement esthétiques ou économiques.

Dans tous les cas, si le produit n'a ni emballage, ni document annexe, l'in-

formation doit obligatoirement être reprise sur le jouet.

Le fabricant a la liberté dans le choix de l'élément d'identification du jouet, tant que la traçabilité est assurée. Il doit s'agir d'un code unique pour le jouet qui sera utilisé à l'identique dans la déclaration CE de conformité.

Attention, si un jouet est constitué de plusieurs parties, les informations permettant l'identification du jouet, et donc sa traçabilité, doivent être reprises sur l'emballage, et à défaut, sur le document annexe accompagnant le jouet.

VI. Doivent être indiqués sur le jouet le nom, la raison sociale ou la marque déposée et l'adresse à laquelle peut être contacté le fabricant.

Ces informations concernent le fabricant : soit la personne fabriquant le jouet et le mettant sur le marché sous son propre nom ou sa propre marque.

Attention, si le jouet est vendu sous le nom ou la marque d'une autre personne, ce sera cette dernière qui sera considérée comme le fabricant.

Ces indications peuvent être reprises sur l'emballage ou un document accompagnant le jouet pour des raisons d'ordre technique ou économique. Si le produit n'a ni emballage, ni document annexe, l'information doit obligatoirement être reprise sur le jouet.

L'adresse doit indiquer un point de contact unique où le fabricant peut être joint. Il n'est cependant pas obligatoire d'indiquer l'adresse où le fabricant est établi. Rien n'empêche le fabricant d'indiquer plusieurs adresses, mais il doit être indiqué clairement quelle adresse constitue le point de contact unique.

Les obligations des acteurs économiques

formation additionnelle et ne peut constituer une adresse valable constituant le point de contact unique.

Concrètement, l'adresse doit comporter une rue et un numéro (ou une boîte postale et un numéro), un code postal et le nom de la ville.

L'adresse du fabricant devrait être précédée du terme « Manufactured by : ». La directive « jouets » ne pose pas cette obligation explicitement, mais cette mention est indispensable pour une identification efficace des rôles des différents opérateurs économiques, notamment quand plusieurs adresses doivent être indiquées. Cette même obligation s'appliquera alors pour les importateurs, mandataires et distributeurs avec, respectivement, la mention des termes « Imported by : », « Represented by : », ou encore « Distributed by : ». Ces termes n'ont pas à être traduits étant considérés comme facilement compréhensibles dans toutes les langues.

VII. Le fabricant doit veiller à ce que le jouet soit accompagné d'instructions et d'informations de sécurité dans une ou des langues aisément comprises des consommateurs.

Il s'agit alors des divers avertissements de sécurité, ainsi que d'autres informations permettant de minimiser au maximum les risques liés à l'utilisation du jouet.

VIII. S'il y a des raisons de croire qu'un jouet mis sur le marché ne répond pas aux exigences de sécurité, le fabricant doit prendre immédiatement les mesures correctives nécessaires.

Ces mesures consistent alors en la remise en conformité du produit, voire en son retrait, ou son rappel.

Dans tous les cas, si le produit présen-

te un risque, le fabricant doit informer immédiatement les autorités nationales compétentes des Etats membres dans lesquels il a mis le jouet à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et toute mesure corrective adoptée.

IX. S'ajoute, pour le fabricant, une obligation de coopération avec les autorités nationales compétentes.

Ainsi, sur demande motivée de ces autorités, le fabricant doit communiquer les informations et documents nécessaires à la démonstration de la conformité du produit, dans une langue compréhensible par celles-ci.

Quelles sont les obligations de l'importateur de jouets ?

Les obligations de l'importateur peuvent se résumer ainsi :

I. Les importateurs, à l'instar des fabricants, doivent mettre sur le marché des jouets conformes aux exigences de sécurité.

II. L'importateur est soumis également à une obligation de « diligence ».

En effet, l'importateur en introduisant physiquement la marchandise sur le marché communautaire est **RESPONSABLE de sa mise sur le marché.**

Ainsi, avant de mettre un jouet sur le marché, il doit s'assurer que la procédure appropriée d'évaluation de la conformité a été appliquée par le fabricant. Il doit également s'assurer que le fabricant a établi la documentation technique relative au produit, que le jouet porte le marquage de conformité requis et qu'il est accompagné des documents nécessaires. Par documents nécessaires il faut comprendre les informations de sécurité, les divers instructions ainsi que les avertissements.

Les obligations des acteurs économiques

De plus, l'importateur devra vérifier que le jouet porte bien un numéro de type, de lot, de série ou de modèle ou tout autre élément permettant son identification et qu'il porte bien les informations nécessaires à l'identification du fabricant.

Attention, si l'importateur estime que le jouet ne respecte pas les exigences de sécurité, il ne doit pas mettre le jouet sur le marché avant sa mise en conformité. Il doit alors prévenir le fabricant et les autorités de surveillance du marché dans le cas où le produit présenterait un risque.

III. Les importateurs, comme les fabricants, doivent pouvoir être identifiés.

Ainsi, doivent être indiqués sur le jouet, le nom, la raison sociale ou la marque déposée et l'adresse à laquelle l'importateur peut être contacté. De nouveau, si ces informations ne peuvent pas être reprises sur le jouet même, elles devront figurer sur l'emballage ou un document accompagnant le jouet. Ce pourrait être le cas si l'importateur est obligé d'ouvrir l'emballage pour indiquer ses coordonnées sur le jouet.

L'adresse de l'importateur n'est pas nécessairement celle où il est établi et il faut rappeler qu'un site web ne constitue pas une adresse valable, mais doit s'envisager uniquement comme un complément d'information.

Pour conclure, le jouet doit être accompagné, dans le cas d'une importation, de deux adresses, celle du fabricant, ainsi que celle de l'importateur, si le fabricant se déclare lui-même comme tel.

IV. Les importateurs doivent également veiller à ce que le jouet soit accompagné d'instructions et d'informations de sécurité dans une lan-

pour les consommateurs.

Attention, il faudra vérifier si l'Etat dans lequel est envisagé la commercialisation du jouet impose l'utilisation de langues spécifiques.

Les instructions font partie intégrante du jouet et doivent permettre une utilisation correcte de celui-ci. Elles peuvent être reprises sur l'emballage ou une notice accompagnant le jouet

V. L'importateur doit s'assurer que les conditions dans lesquelles vont être stockés et/ou transportés les jouets, alors qu'ils sont sous sa responsabilité, ne remettent pas en cause la conformité du jouet aux exigences de sécurité.

VI. Afin de protéger la santé et la sécurité des consommateurs, les importateurs doivent, en cas de nécessité, effectuer des essais par sondage sur les jouets commercialisés, examiner les réclamations et tenir un registre en cas de non conformité avérée du jouet ou de rappels. Le distributeur doit être informé de ce suivi.

VII. Des mesures correctives doivent être prises, et si cela est nécessaire un retrait ou un rappel doivent être opérés, s'il existe des raisons de croire que le jouet mis sur le marché n'est pas conforme à la réglementation communautaire.

Les autorités nationales de l'Etat membre dans lequel le jouet est mis sur le marché doivent en être informées immédiatement.

VIII. Doit être conservée, pendant une durée de 10 ans, à partir de la mise du jouet sur le marché, une copie de la déclaration CE de conformité. Celle-ci doit être mise à la disposition des autorités de surveillance du marché.

La documentation technique doit pou-

Les obligations des acteurs économiques

voir leur être fournie en cas de demande.

IX. Finalement, les importateurs doivent coopérer avec les autorités nationales et leur communiquer les informations et documents demandés et nécessaires à la démonstration de la conformité du jouet aux règles communautaires.

Ces informations doivent être fournies dans une langue aisément compréhensible par cette autorité, et l'importateur doit coopérer si des mesures sont adoptées afin d'éliminer les risques que le jouet pourrait présenter pour le consommateur.

Quelles sont les obligations du mandataire ?

Par un mandat écrit, le fabricant peut désigner une personne établie dans l'UE afin que celle-ci agisse en son nom et accomplisse certaines tâches déterminées.

Attention, certaines tâches ne peuvent être confiées à un mandataire.

En premier lieu, il ne revient pas au mandataire de s'assurer que les jouets mis sur le marché soient conçus et fabriqués conformément aux exigences de sécurité. Cette obligation s'applique uniquement aux fabricants (ou importateurs).

En second lieu, le mandataire ne peut se voir déléguer l'établissement de la documentation technique.

Le mandataire doit exécuter les tâches spécifiées dans le mandat reçu par le fabricant. Au minimum, il doit :

- tenir la déclaration «CE» de conformité et la documentation technique à la disposition des autorités de surveillance nationales pendant une durée de dix ans à partir de la mise du jouet sur le marché;
- à la demande motivée d'une autorité nationale compétente, lui communi-

quer toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d'un jouet;

- coopérer, à leur demande, avec les autorités nationales compétentes à toute mesure prise pour éliminer les risques présentés par les jouets couverts par le mandat.

Quelles sont les obligations du distributeur ?

I. Les distributeurs ont l'obligation d'effectuer certaines vérifications avant de mettre un jouet sur le marché communautaire.

Ainsi, il doit être vérifié que :

- le jouet porte le marquage ou les marquages requis
- le jouet est accompagné des documents, des instructions et des informations de sécurité dans une langue ou des langues compréhensibles par le consommateur
- le fabricant et l'importateur ont bien respecté leurs obligations concernant la traçabilité du jouet (numéro de type, de lot...) et l'indication de leurs coordonnées.

II. Si le distributeur estime que le jouet ne répond pas aux exigences de sécurité, il ne doit pas le mettre à disposition sur le marché avant de l'avoir mis en conformité.

III. S'il estime que la réglementation communautaire n'est pas respectée, au-delà même des seules exigences de sécurité posées par la directive « jouets », le distributeur doit prendre les mesures correctives nécessaires, pouvant aller jusqu'au retrait ou rappel des produits.

Si le jouet présente un risque, l'information doit être transmise au fabricant ou à l'importateur et aux autorités de surveillance du marché.



Les obligations des acteurs économiques

IV. Le distributeur doit veiller à ce que les opérations de stockage et de transport du jouet ne remettent pas en cause la conformité du jouet aux exigences de sécurité.

V. Finalement, le distributeur doit tenir à disposition des autorités nationales compétentes les informations et documents nécessaires à la démonstration de la conformité du jouet et doit coopérer avec lesdites autorités si celles-ci prennent des mesures pour éliminer les risques que présente la marchandise.

Les obligations du fabricant ne s'appliquent-elles qu'aux fabricants ?

Les obligations attachées au statut du fabricant, peuvent, dans certaines conditions, s'appliquer aux importateurs et distributeurs.

Il en est ainsi lorsque l'importateur ou le distributeur met un jouet sur le marché sous son propre nom ou sous sa propre marque, ou modifie un jouet déjà mis sur le marché de telle sorte que sa conformité avec les exigences applicables risque d'en être affectée.

Les avertissements de sécurité

Les jouets ne doivent pas mettre en danger la sécurité ou la santé des utilisateurs. **Pour répondre à cet objectif, et assurer une utilisation en toute sécurité, les avertissements spécifient les limites d'utilisation appropriées.**

La directive 2009/48/CE opère une distinction entre les avertissements généraux et les avertissements spécifiques à certaines catégories de jouets (repris à l'annexe V de la directive « jouets »).

Directive 2009/48/CE

« Pour renforcer davantage la sécurité des conditions d'utilisation des jouets, il convient de compléter les dispositions relatives aux avertissements qui devraient accompagner les jouets. Afin d'éviter que les avertissements ne soient utilisés abusivement pour contourner les prescriptions de sécurité applicables, ce qui s'est produit notamment dans le cas de l'avertissement signalant qu'un jouet n'est pas destiné à un enfant de moins de 36 mois, il y a lieu de préciser explicitement que les avertissements prévus pour certaines catégories de jouets ne peuvent être utilisés s'ils sont en contradiction avec l'utilisation à laquelle le jouet est destiné ».

(Annexe V de la directive 2009/48/CE en annexe de ce guide)

Les avertissements généraux

Ces avertissements ne doivent être indiqués sur le jouet que s'ils apportent une valeur ajoutée à la sécurité des consommateurs.

Ces limites d'utilisation concernent l'utilisateur du jouet et doivent comprendre au minimum l'âge minimum ou maximum et, le cas échéant, les aptitudes de l'utilisateur, un poids minimum ou maximum, ainsi que la nécessité de veiller à ce que le jouet soit utilisé sous la surveillance d'un adulte.

Les avertissements spécifiques et indications de précautions d'emploi

L'annexe V de la directive « jouets » envisage des avertissements et des indications de précautions d'emploi pour certaines catégories de jouets.

Ces avertissements et précautions d'emploi doivent être repris **tels quels** par les fabricants.

Attention, ces avertissements ne peuvent pas être apposés s'ils sont en contradiction avec l'utilisation à laquelle le jouet est destiné de par ses fonctions, ses dimensions ou ses caractéristiques. De ce fait, les avertisse-

ments concernant la non adaptation d'un jouet à des enfants de moins de 36 mois ne pourraient pas être apposés sur des jouets manifestement destinés à cette catégorie d'utilisateurs dans l'objectif d'éviter l'application de dispositions s'appliquant spécifiquement à cette catégorie de produits. Par exemple, si l'on se réfère aux exigences particulières de sécurité, il est noté que : *« les jouets qui sont manifestement destinés aux enfants de moins de 36 mois, leurs éléments et leurs pièces détachables, doivent être de dimension suffisante pour empêcher leur ingestion ou leur inhalation. Cela s'applique également aux autres jouets destinés à être mis en bouche, ainsi qu'à leurs éléments et leurs pièces détachables ».*

Les avertissements doivent donc être en adéquation avec l'utilisation envisagée (et envisageable) du jouet, au regard de sa fonction, de ses dimensions et de ses caractéristiques.

Les avertissements spécifiques concernent :

- **les jouets non destinés à l'usage d'enfants de moins de 36 mois**

Ces jouets doivent être accompagnés de la mention suivante : *« Ne convient pas aux enfants de moins de 36 mois »* ou *« Ne convient pas aux enfants de moins de trois ans »*, ou un avertissement sous la forme du graphique suivant :



Cet avertissement doit s'accompagner d'une indication brève pouvant figurer dans une notice d'emploi et venant justifier l'utilisation d'un tel avertissement.

Les avertissements de sécurité

Attention, un tel avertissement ne s'applique pas aux jouets qui, en raison de leurs fonctions, dimensions, caractéristiques, propriétés ou autres éléments probants, ne sont manifestement pas susceptibles d'être destinés aux enfants de moins de 36 mois. Ainsi, une telle mention ne pourrait pas apparaître sur un jouet chimique pour lequel des manipulations complexes sont demandées.

Il est donc indispensable que l'avertissement apporte une valeur ajoutée pour la sécurité du consommateur.



A contrario, comme énoncé précédemment cet avertissement ne pourra pas être repris pour des jouets manifestement destinés à des utilisateurs de cette classe d'âge.

- **les jouets d'activité**

Ces jouets doivent porter la mention suivante : « **Réservé à un usage privé** ».

Une notice d'emploi doit attirer l'attention sur la nécessité d'effectuer des contrôles et des entretiens périodiques de leurs parties les plus importantes et des instructions doivent également être données sur la façon correcte de les assembler.

- **les jouets fonctionnels**

Ces jouets doivent porter la mention suivante : « **A utiliser sous la surveillance d'un adulte** ».

Une notice doit mentionner les instruc-

tions de fonctionnement ainsi que les précautions à suivre par l'utilisateur. Le fabricant doit également mentionner dans cette notice que le produit doit être maintenu hors de la portée d'enfants d'un certain âge.

- **les jouets chimiques**

Ces jouets doivent porter sur l'emballage la mention : « **Ne convient pas aux enfants de moins de (âge à indiquer par le fabricant) ans. À utiliser sous la surveillance d'un adulte** ».

Une notice d'emploi doit indiquer le caractère dangereux des substances et mélanges contenus dans le jouet et les précautions d'utilisation à prendre pour éviter tout danger, ainsi que les soins de premières urgences à donner en cas d'accident grave lié à l'utilisation du jouet.

- **patins, patins à roulettes, patins en ligne, planches à roulettes, scooters et bicyclettes pour enfants**

Ces jouets doivent porter la mention suivante : « **À utiliser avec équipement de protection. Ne pas utiliser sur la voie publique** ».

Une notice d'utilisation doit rappeler aux utilisateurs que ces jouets s'utilisent avec prudence et mentionner les équipements de protection conseillés.

- **les jouets aquatiques**

Ces jouets doivent porter la mention suivante : « **À n'utiliser qu'en eau où l'enfant a pied et sous la surveillance d'un adulte** ».

- **les jouets contenus dans les denrées alimentaires**

Ces jouets doivent porter la mention suivante : « **Contient un jouet. La**

Les avertissements de sécurité

surveillance d'un adulte est recommandée ».

- imitations de masques protecteurs et de casques

Ces jouets doivent porter la mention suivante : « *Ce jouet n'assure pas une protection* ».

- jouets destinés à être suspendus au-dessus d'un berceau, d'un parc ou d'une poussette au moyen de fils, de cordes, d'élastiques ou de courroies

L'indication suivante doit être inscrite sur l'emballage et de manière permanente sur le jouet : « *Afin d'éviter tout risque d'étranglement, ôter le jouet dès que l'enfant tente de se mettre à quatre pattes ou de ramper* ».

- Emballage des substances parfumantes contenues dans les jeux de table olfactifs, les ensembles cosmétiques et les jouets gustatifs

Ces jouets doivent porter la mention suivante : « *Contient des substances parfumantes susceptibles de causer des allergies* ».



En plus de ces mentions qui doivent être obligatoirement apposées sur des catégories particulières de jouets, les normes harmonisées indiquent également des avertissements devant accompagner les jouets.

Quelles sont les règles à respecter concernant l'apposition de tels avertissements ?

Les avertissements doivent être indiqués, par le fabricant, de manière clairement visible, facilement lisible, aisément compréhensible et précise

sur le jouet, sur une étiquette apposée ou sur l'emballage et, le cas échéant, dans les instructions d'utilisation qui accompagnent le jouet .

En ce qui concerne les petits jouets vendus sans emballage, les avertissements doivent être directement apposés sur le produit, ou sur une étiquette fixée directement au jouet.

Illustrations concernant l'apposition d'avertissement de sécurité :

1)



Les avertissements sont mal apposés sur ce jouet de petite taille. Ils ne devraient pas être apposés sur le présentoir de table mais sur le jouet même ou sur une étiquette fixée à celui-ci.

2)



Les avertissements sont correctement apposés sur une étiquette attachée au jouet.

Comment introduire ces avertissements de sécurité ?

Les avertissements doivent impérativement être précédés du terme « ATTENTION ».

Les avertissements de sécurité

Si plusieurs avertissements sont à inscrire, ce terme doit précéder la liste des différents avertissements sans qu'il soit nécessaire de le répéter.

Ce terme permet aux consommateurs de comprendre la nature même des mentions et de ne pas les confondre, notamment, avec de simples recommandations d'utilisations.

L'utilisation de ce symbole n'est pas suffisante et ne peut se substituer à l'apposition du terme « ATTENTION ».



Quelle(s) langue(s) utiliser pour rédiger ces avertissements ?

Les avertissements et précautions d'emploi doivent être rédigés dans une langue aisément compréhensible par le consommateur.

L'Etat membre, sur le territoire duquel est commercialisé le produit, détermine la langue ou les langues dans lesquelles doivent être libellés ces avertissements.

Quelles sont les règles applicables pour les avertissements déterminant la décision d'achat ?

Des règles spécifiques s'appliquent aux avertissements déterminant la décision d'achat du jouet. On retrouve dans cette catégorie, par exemple, les avertissements spécifiant l'âge minimum et l'âge maximum des utilisateurs ainsi que les avertissements spécifiques, s'appliquant à certaines catégories de jouets (vus précédemment).

Ces avertissements doivent être repris sur l'emballage du jouet, ou être indiqués d'une manière telle qu'ils soient clairement visibles par le consommateur avant que celui-ci n'effectue l'achat.

Cette règle s'applique également pour les ventes en ligne, via un site internet, ou les ventes par catalogue. Les avertissements doivent être aisément visibles avant que le consommateur ne passe sa commande.

Les avertissements sont considérés comme clairement visibles s'ils apparaissent au début du catalogue contenant le jouet concerné, ou encore à proximité du bon de commande dans le catalogue, ou du formulaire de commande sur le site web marchand (un catalogue n'incluant pas les moyens techniques d'acquérir les jouets n'a pas à disposer de tels avertissements).

Pour les jouets devant comporter de tels avertissements, il pourra donc être obligatoire de reprendre ces mentions aussi bien sur le jouet que sur son emballage afin de permettre une visibilité optimale avant son acquisition.

L'évaluation de la conformité

Qu'est ce que la présomption de conformité ?

Dans un premier temps, avant d'aborder l'évaluation de la conformité du jouet, il faut envisager un principe essentiel, celui de la **présomption de conformité**.

Selon la décision n°768/2008/CE : « lorsque la législation communautaire d'harmonisation établit des exigences essentielles, elle prévoit le recours à des normes harmonisées (...), qui définissent ces exigences en termes techniques et qui, seules ou avec d'autres normes harmonisées, confèrent une présomption de conformité à ces exigences, étant entendu qu'il demeure possible de fixer le niveau de protection voulu par d'autres moyens ».

Ainsi, il est prévu, pour répondre aux exigences de sécurité posées par la directive « jouets », des normes harmonisées qui permettent aux fabricants s'y conformant de bénéficier d'une présomption de conformité auxdites exigences. C'est ce qu'indique l'article 13 de la directive « jouets » : « les jouets conformes à des normes harmonisées ou à des parties de normes harmonisées, dont les références ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne, sont présumés conformes aux exigences couvertes par ces normes ou parties de normes ».

Cela implique qu'un Etat membre considérant un jouet non conforme aux exigences de sécurité, alors que le fabricant a appliqué une ou des normes harmonisées couvrant ces exigences, devra apporter la preuve de cette non-conformité.

Il s'agit d'un principe fondamental sur lequel se base la procédure d'évaluation de la conformité d'un jouet.

En effet, l'évaluation de la conformité d'un jouet aux exigences de sécurité posées par la directive suivra des procédures distinctes selon que le fabri-

cant ait eu recours ou non aux normes harmonisées.

Qu'est ce que l'évaluation de la sécurité ?

La directive 2009/48/CE innove en instaurant une évaluation de la sécurité.

Cette opération consiste, pour le fabricant à procéder à **une analyse sur les dangers de nature physique, chimique, mécanique, électrique, des risques d'inflammabilité, de radioactivité et en matière d'hygiène que le jouet peut présenter, et procéder également à une évaluation de l'exposition potentielle à ces dangers**.

Cette opération précède généralement la procédure d'évaluation de la conformité du jouet, procédure par laquelle le fabricant démontre que le jouet satisfait aux exigences de sécurité. Cependant, l'évaluation de la sécurité peut être complétée à une étape ultérieure. Dans tous les cas, cette obligation doit être remplie par le fabricant avant que le jouet ne soit mis sur le marché.

Il revient alors au fabricant d'identifier les risques que le jouet peut présenter lors de son utilisation et vérifier les lacunes éventuelles des normes harmonisées. La finalité même de cette évaluation est la détermination de la procédure d'évaluation de la conformité à appliquer et les éventuelles mesures à adopter pour réduire les risques existants. En effet, comme nous l'avons déjà énoncé, si l'ensemble des risques ne sont pas couverts par les normes harmonisées, la procédure d'évaluation de la conformité sera différente.

L'évaluation de sécurité doit être conservée dans la documentation technique et être mise à disposition des autorités de surveillance des marchés pendant une durée de 10 ans à compter de la mise à disposition sur le marché du jouet.

Directive 2009/48/CE

« Afin d'assurer le respect des exigences essentielles de sécurité, il est nécessaire d'établir des procédures appropriées d'évaluation de la conformité à suivre par le fabricant. Afin de compléter les obligations juridiques du fabricant en vue d'assurer la sécurité des jouets, il convient que la présente directive prévoie explicitement l'obligation d'effectuer une analyse des différents dangers que le jouet peut présenter ainsi qu'une évaluation de l'exposition potentielle à ces dangers ».



L'évaluation de la conformité

Comment identifier les risques attachés à l'utilisation du jouet ?

Le fabricant doit dans un premier temps décrire le jouet. Cette description doit inclure des dessins, schémas, photos, l'emballage et la marque (si cela est approprié). Les instructions permettant une minimisation des risques inhérents à l'utilisation du jouet doivent également être introduites dans cette description.

Le fabricant doit ensuite identifier précisément les utilisations envisagées et raisonnablement envisageables de son jouet. Doivent être prises en considération les aptitudes et caractéristiques des personnes utilisatrices.

Dans un dernier temps le fabricant doit identifier les dangers résultant de l'analyse préenvisagée.

Les organismes notifiés peuvent vous aider à réaliser cette analyse, par la mise en place d'une procédure formalisée.

Il n'a pas été déterminé un format spécifique pour l'évaluation de la sécurité. Il s'agit d'une démarche novatrice permettant d'anticiper les éventuels dangers que pourrait présenter le jouet. Une fois les risques identifiés, le fabricant devra indiquer les mesures prises afin de les minimiser (exemple : élaboration d'instructions d'utilisation).

Si au travers de l'analyse il ressort qu'un risque n'est pas suffisamment minimisé, des mesures correctives doivent être adoptées (exemple : revoir la forme du jouet ou sa composition).

Qu'est que la procédure d'évaluation de la conformité ?

L'objectif de la procédure d'évaluation de la conformité est de démontrer que le jouet mis sur le marché satisfait aux exigences légales de la directive

« jouets ».

Si le fabricant a respecté les prescriptions énoncées par une ou des normes harmonisées couvrant tous les aspects de sécurité pertinents pour le jouet concerné, il pourra appliquer une procédure d'autocontrôle. Il s'agit de la procédure de « **contrôle interne de la fabrication** », ne nécessitant pas l'intervention d'un organisme tiers, en conformité avec le module A de la décision n° 768/2008/CE.

(Module A de la décision n° 768/2008 en annexe de ce guide)

Par cette procédure, le fabricant déclare sous sa seule responsabilité que les produits concernés satisfont aux exigences essentielles de sécurité. Le fabricant doit établir la documentation technique imposée et inclut dans celle-ci l'évaluation des risques pouvant être liés à l'utilisation du jouet.

Finalement, le fabricant doit apposer le marquage « CE » sur son produit et établir la déclaration de conformité.

S'il n'existe pas de normes harmonisées, ou si l'application de ces normes ne couvrent pas ou qu'en partie les exigences de sécurité, si les normes sont assorties de restrictions, ou encore si le fabricant estime que le jouet nécessite l'intervention d'un organisme tiers, un organisme notifié doit intervenir pour réaliser la procédure d'évaluation de la conformité.

Le fabricant doit alors appliquer les procédures décrites dans les modules B et C de la décision n° 768/2008/CE.

(Modules B et C de la décision n° 768/2008 en annexe de ce guide)

Dans un premier temps, doit être réalisé un « **examen « CE » de type** ».

Dans cette procédure intervient un organisme tiers qui examinera la concep-

L'évaluation de la conformité

tion technique du produit et attestera du respect des exigences de sécurité posées par la directive.

Le fabricant devra introduire une demande d'examen « CE » de type auprès de l'organisme notifié de son choix (pour identifier les organismes compétents vous pouvez utiliser la base de données NANDO).

Différentes méthodes sont envisageables pour réaliser l'examen CE de type (exemple : examen d'un échantillon représentatif de la fabrication envisagée, du produit complet).

L'organisme notifié examinera la documentation technique et effectuera des examens et essais pour vérifier le respect des exigences de sécurité.

Si le « type » satisfait aux exigences de la directive, l'organisme délivre une attestation d'examen « CE » de type.

Cette première procédure est combinée à une seconde dite de « **conformité au type sur la base du contrôle interne de la fabrication** ».

Le fabricant doit assurer et déclarer que les produits concernés sont conformes au type décrit dans l'attestation d'examen « CE » de type et satisfont aux exigences de sécurité de la directive « jouets ».

Le fabricant doit prendre les mesures appropriées pour que son procédé de fabrication, ainsi que son suivi, soient conformes au type décrit dans l'attestation délivrée suite à la procédure décrite précédemment.

Finalement, le fabricant devra apposer sur le jouet le marquage « CE » et établir une déclaration de conformité.

Qu'est ce que la déclaration de conformité ?

Le fabricant doit établir une déclara-

tion de conformité attestant de la conformité du jouet.

Par cette déclaration le fabricant assume la responsabilité de la conformité de son produit aux exigences applicables.

La déclaration de conformité doit être établie selon le modèle repris à l'annexe III de la directive « jouets ».

(Annexe III de la directive 2009/48/CE en annexe de ce guide)

Elle doit être traduite dans la ou les langues demandées par l'Etat membre sur le marché duquel le jouet est commercialisé.

Cette déclaration doit être conservée pendant 10 ans à partir de la mise sur le marché du produit, et doit être mise à jour en permanence.

Qu'entend-on par « documentation technique » ?

Cette documentation contient les informations pertinentes concernant les moyens utilisés par le fabricant pour garantir que les jouets satisfont aux exigences de sécurité.

Les éléments devant être repris dans cette documentation sont repris à l'annexe IV de la directive « jouets ».

(Annexe IV de la directive 2009/48/CE en annexe de ce guide)

On retrouve notamment dans cette documentation une copie de la déclaration CE de conformité, les évaluations de sécurité réalisées, une copie de l'attestation de l'examen CE de type...

Cette documentation doit pouvoir être fournie aux autorités de surveillance du marché en faisant la demande (motivée).



L'apposition du marquage « CE »

Tout jouet, avant d'être mis à disposition sur le marché, doit porter le marquage « CE ».

Un jouet portant ce marquage est alors présumé répondre aux exigences de sécurité posées par la directive « jouets » (obligation générale de sécurité et exigences particulières posées à l'annexe II de la directive), ainsi qu'aux exigences applicables pertinentes éventuellement posées par d'autres directives imposant le marquage « CE ».

Les jouets ne portant pas ce marquage ou ne satisfaisant pas aux exigences posées par la directive peuvent malgré tout être exposés lors de salons professionnels ou d'exposition. Cependant, pour bénéficier de cette dérogation il faut que soit indiqué clairement que le jouet ne répond pas aux exigences posées par la directive « jouets » et que celui-ci ne sera pas mis sur le marché avant sa mise en conformité.

La marquage « CE » doit être apposé de manière **visible, lisible et indélébile** sur le jouet, ou sur une étiquette attachée à celui-ci ou encore sur l'emballage.

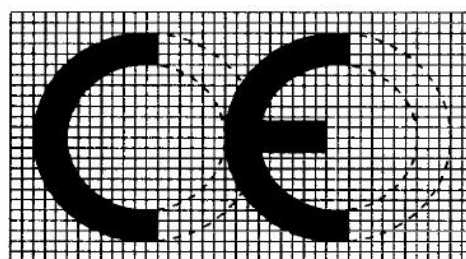
Pour les jouets de petites dimensions ou composés de petites pièces, le marquage pourra être apposé sur une étiquette attachée au jouet ou sur un feuillet accompagnant le jouet.

Attention, en ce qui concerne les jouets vendus sur des présentoirs de comptoir, le marquage « CE » pourra être apposé directement sur le présentoir (contrairement aux exigences de sécurité) uniquement si le présentoir a été utilisé comme emballage.

Si le marquage n'est pas visible de l'extérieur de l'emballage, celui-ci devra au minimum être apposé sur l'emballage.

Ce marquage peut être suivi d'un pictogramme ou de tout autre marquage indiquant un risque ou un usage particulier. Ces autres marquages ne devront cependant pas créer de confusion pour le consommateur en ce qui concerne la signification du marquage « CE ».

Le marquage « CE » doit être en conformité avec le modèle suivant :



En cas de réduction ou d'agrandissement du marquage, les proportions telles qu'elles ressortent du graphisme gradué figurant ci-dessus doivent être respectées.

Directive 2009/48/CE

« Le marquage «CE», qui indique la conformité d'un jouet, est le résultat visible de tout un processus englobant l'évaluation de conformité au sens large. Le règlement (CE) n° 765/2008 fixe les principes généraux régissant le marquage ».

Les sanctions en cas de non conformité

Pour connaître des sanctions en cas de non respect de la directive « jouets », il faut se référer à l'article 17 du décret 2010-166 du 22 février 2010 relatif à la sécurité des jouets.

Selon ce décret :

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait :

1° De fabriquer en vue de la mise sur le marché de l'Union, importer, détenir en vue de la vente ou de la distribution à titre gratuit, mettre en vente, vendre, mettre à disposition sur le marché à titre gratuit ou onéreux des jouets ne respectant pas les obligations prévues aux 2° et 3° de l'article 3 ;

2° De ne pas être en mesure de présenter aux agents chargés du contrôle les documents prévus au chapitre IV.

La récidive est réprimée conformément aux dispositions des articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe le fait :

1° De fabriquer en vue de la mise sur le marché de l'Union, importer, détenir en vue de la vente ou de la distribution à titre gratuit, mettre en vente, vendre, mettre à disposition sur le marché à titre gratuit ou onéreux des jouets ne respectant pas l'obligation prévue au 4° de l'article 3 ;

2° D'apposer sur un jouet, sur son emballage ou sur les documents, notices d'information du fabricant qui l'accompagnent des inscriptions de nature à créer des confusions avec le marquage « CE » ou à compromettre la visibilité ou la lisibilité ;

3° D'exposer, lors de salons profes-

sionnels et expositions, des jouets qui ne respectent pas les dispositions de l'article 6.

Selon le code pénal :

- 450 euros au plus pour les contraventions de la 3e classe.
- 1 500 euros au plus pour les contraventions de la 5e classe, montant qui peut être porté à 3 000 euros en cas de récidive lorsque le règlement le prévoit, hors les cas où la loi prévoit que la récidive de la contravention constitue un délit.

De plus, s'ajoute l'infraction pour tromperie.

Selon l'article L 213-1 du code de la consommation :

Sera puni d'un emprisonnement de deux ans au plus et d'une amende de 37 500 euros au plus ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque, qu'il soit ou non partie au contrat, aura trompé ou tenté de tromper le contractant, par quelque moyen ou procédé que ce soit, même par l'intermédiaire d'un tiers :

1° Soit sur la nature, l'espèce, l'origine, les qualités substantielles, la composition ou la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

2° Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

3° Soit sur l'aptitude à l'emploi, les risques inhérents à l'utilisation du produit, les contrôles effectués, les modes d'emploi ou les précautions à prendre.





ANNEXES

- *Annexe I de la directive 2009/48/CE*
Liste des produits qui ne sont pas considérés comme des jouets
- *Annexe II de la directive 2009/48/CE*
Exigences de sécurité particulières
- *Annexe III de la directive 2009/48/CE*
Déclaration CE de conformité
- *Annexe IV de la directive 2009/48/CE*
Documentation technique
- *Annexe V de la directive 2009/48/CE*
Avertissements
- *Module A de la décision n° 768/2008*
Contrôle interne de la fabrication
- *Module B de la décision n° 768/2008*
Examen CE de type
- *Module C de la décision n° 768/2008*
Conformité au type sur la base du contrôle interne de la fabrication



ANNEXE I de la directive 2009/48/CE

Liste de produits qui ne sont pas considérés comme des jouets au sens de la présente directive

(article 2, paragraphe 1)

1. Objets décoratifs servant aux fêtes et célébrations.
2. Produits destinés à des collectionneurs, à condition que le produit ou son emballage indique de façon visible et lisible qu'il est destiné aux collectionneurs âgés d'au moins 14 ans. Exemples de produits appartenant à cette catégorie:
 - a) modèles réduits à l'identique, construits à l'échelle en détail;
 - b) coffrets d'assemblage de modèles réduits construits à l'échelle en détail;
 - c) poupées folkloriques et décoratives, et autres articles similaires;
 - d) répliques historiques de jouets; et
 - e) reproductions d'armes à feu réelles.
3. Équipements sportifs, y compris les patins à roulettes, les patins en ligne et les planches à roulettes destinés aux enfants pesant plus de 20 kg.
4. Les bicyclettes ayant une hauteur de selle maximale supérieure à 435 mm, distance mesurée à la verticale entre le sol et la surface supérieure de la selle, cette dernière se trouvant en position horizontale et réglée sur la position la plus basse.
5. Trotinettes et autres moyens de transport conçus pour le sport ou qui sont destinés à être utilisés à des fins de déplacement sur les voies et les sentiers publics.
6. Véhicules électriques destinés à être utilisés pour les déplacements sur les voies et les sentiers publics, ou sur leurs trottoirs.
7. Équipements nautiques destinés à être utilisés dans des eaux profondes et dispositifs pour apprendre à nager destinés aux enfants, tels que les sièges de natation et les aides à la natation.
8. Puzzles de plus de 500 pièces.
9. Armes et pistolets à air comprimé, à l'exception des pistolets à eau et revolvers à eau, et arcs à flèches d'une longueur supérieure à 120 cm.
10. Feux d'artifice, y compris amorces à percussion qui ne sont pas spécialement conçues pour des jouets.
11. Produits et jeux comprenant des projectiles à pointe acérée, tels que les jeux de fléchettes à pointe métallique.
12. Produits éducatifs fonctionnels, tels que les fours électriques, fers électriques et autres produits fonctionnels alimentés par une tension nominale supérieure à 24 volts et vendus exclusivement pour être employés à des fins éducatives, sous la surveillance d'un adulte.
13. Produits destinés à être utilisés dans les écoles à des fins d'enseignement et dans d'autres contextes pédagogiques, sous la surveillance d'un instructeur adulte, tels que les équipements scientifiques.
14. Équipements électroniques, tels que les ordinateurs personnels et les consoles de jeu, servant à utiliser des logiciels interactifs et les périphériques associés, à moins que ces équipements électroniques ou les périphériques associés ne soient spécifiquement conçus pour les enfants et destinés à ceux-ci, et aient une valeur ludique, tels que les ordinateurs personnels, claviers, manettes de jeu ou volants spécialement conçus.
15. Logiciels interactifs destinés aux loisirs et aux divertissements, tels que les jeux électroniques, et leurs supports de mémoire, tels que les disques compacts.
16. Sucettes de puériculture.
17. Luminaires attrayants pour les enfants.
18. Transformateurs électriques pour jouets.
19. Accessoires de mode pour enfants, non destinés à être utilisés à des fins de jeu.

ANNEXE II de la directive 2009/48/CE

EXIGENCES DE SECURITE PARTICULIERES

I. Propriétés physiques et mécaniques

1. Les jouets et leurs pièces, ainsi que leurs fixations dans le cas de jouets montés, doivent avoir la résistance mécanique et, le cas échéant, la stabilité requises pour résister aux contraintes auxquelles ils sont soumis lors de leur utilisation sans risque de provoquer des blessures par rupture ou déformation.
2. Les arêtes, saillies, cordes, câbles et fixations accessibles des jouets doivent être conçus et fabriqués de manière à réduire, dans la mesure du possible, les risques de blessure lors d'un contact.
3. Les jouets doivent être conçus et fabriqués de manière à ne présenter aucun risque ou seulement les risques minimes inhérents à l'utilisation du jouet, du fait du mouvement de leurs pièces.
4. a) Les jouets et leurs pièces ne doivent pas présenter de risque d'étranglement.
 b) Les jouets et leurs pièces ne doivent pas présenter de risque d'asphyxie par blocage de l'arrivée d'air résultant d'une obstruction externe des voies respiratoires par la bouche et le nez.
 c) Les jouets et leurs pièces doivent être d'une dimension telle qu'ils ne présentent pas de risque d'asphyxie par blocage de l'arrivée d'air résultant d'une obstruction interne des voies respiratoires par des objets coincés dans la bouche ou le pharynx ou à l'entrée des voies respiratoires inférieures.
 d) Les jouets qui sont manifestement destinés aux enfants de moins de 36 mois, leurs éléments et leurs pièces détachables, doivent être de dimension suffisante pour empêcher leur ingestion ou leur inhalation. Cela s'applique également aux autres jouets destinés à être mis en bouche, ainsi qu'à leurs éléments et leurs pièces détachables.
 e) Les emballages dans lesquels les jouets sont contenus pour la vente au détail ne doivent pas présenter de risques d'étranglement ou d'asphyxie par obstruction externe des voies respiratoires par la bouche et le nez.
 f) Les jouets présents dans des denrées alimentaires ou mélangés à des denrées alimentaires doivent avoir leur propre emballage. Cet emballage, tel qu'il se présente, doit être de dimension suffisante pour empêcher son ingestion ou son inhalation.
 g) Les emballages de jouets, visés aux points e) et f), sphériques, ovoïdes ou ellipsoïdes, et toutes pièces détachables de ceux-ci, ou d'emballages cylindriques aux extrémités arrondies, doivent être d'une dimension empêchant qu'ils causent une obstruction des voies respiratoires en se retrouvant coincés dans la bouche ou le pharynx ou à l'entrée des voies respiratoires inférieures.
- h) Les jouets qui font corps avec un produit alimentaire au stade de la consommation, de telle sorte qu'il est indispensable de consommer l'aliment avant d'avoir accès au jouet, sont interdits. Les parties de jouets qui, d'une autre manière, font corps avec un produit alimentaire doivent satisfaire aux exigences énoncées aux points c) et d).
5. Les jouets aquatiques doivent être conçus et fabriqués de façon à réduire, dans la mesure du possible, et compte tenu de l'usage préconisé, tout risque de perte de flottabilité du jouet et de perte de l'appui donné à l'enfant.
6. Les jouets dans lesquels on peut pénétrer et qui constituent, de ce fait, un espace clos pour les occupants doivent posséder un moyen de sortie que ceux-ci peuvent facilement actionner de l'intérieur.
7. Les jouets conférant la mobilité à leurs utilisateurs doivent, dans la mesure du possible, comporter un système de freinage adapté au type de jouet et en rapport avec l'énergie cinétique générée par le jouet. Ce système doit être facilement actionné par l'utilisateur, sans risque d'éjection ou de blessures pour l'utilisateur ou pour des tiers.
 La vitesse maximale par construction des jouets porteurs électriques doit être limitée de manière à minimiser le risque de blessures.
8. La forme et la composition des projectiles et l'énergie cinétique qu'ils peuvent générer lors de leur lancement par un jouet conçu à cette fin doivent être tels qu'il n'y ait pas de risque de blessures de l'utilisateur ou des tiers, compte tenu de la nature du jouet.
9. Les jouets doivent être fabriqués de manière à garantir:
 - a) que les températures maximale et minimale de toute surface accessible ne causent pas de blessures lors d'un contact, et

ANNEXE II de la directive 2009/48/CE (suite)

b) que les liquides, vapeurs et gaz contenus dans le jouet n'atteignent pas des températures ou pressions telles que leur échappement, dû à des raisons autres que celles indispensables au bon fonctionnement du jouet, soit susceptible de provoquer des brûlures ou autres blessures.

10. Les jouets conçus pour émettre un son doivent être conçus et fabriqués, en ce qui concerne les valeurs maximales pour les impulsions sonores et les sons prolongés, de telle sorte que le son qu'ils émettent ne puisse endommager l'ouïe des enfants.

11. Les jouets d'activités sont fabriqués de manière à réduire, dans la mesure du possible, le risque que des parties du corps soient écrasées ou coincées, ou qu'un vêtement soit happé, ainsi que le risque de chute, d'impacts et de noyade. En particulier, toute surface de ces jouets accessible à un ou plusieurs enfants doit être conçue pour supporter leur charge.

II. Inflammabilité

1. Les jouets ne doivent pas constituer un élément inflammable dangereux dans l'environnement de l'enfant. Ils doivent, par conséquent, se composer de matériaux remplissant une ou plusieurs des conditions suivantes:

- a) ne pas brûler sous l'action directe d'une flamme, d'une étincelle ou de toute autre source potentielle d'incendie;
- b) être difficilement inflammables (la flamme s'éteint dès qu'il n'y a plus de cause d'incendie);
- c) s'ils s'enflamment, brûler lentement et présenter une faible vitesse de propagation de la flamme;
- d) être conçus, quelle que soit la composition chimique du jouet, de manière à en retarder mécaniquement le processus de combustion.

Ces matériaux combustibles ne doivent pas constituer un risque de propagation du feu aux autres matériaux utilisés dans le jouet.

2. Les jouets qui, pour des raisons indispensables à leur fonctionnement, contiennent des substances ou des mélanges répondant aux critères de classification énoncés à la section 1 de l'appendice B, et notamment des matériaux et équipements pour des expériences chimiques, l'assemblage de maquettes, les moulages plastiques ou céramiques, l'émailage, la photographie ou des activités similaires, ne doivent pas contenir, en tant que tels, des substances ou des mélanges qui puissent devenir inflammables à la suite de la perte de composants volatils non inflammables.

3. Les jouets autres que les amorces à percussion pour jouets ne doivent pas être explosifs ni contenir d'éléments ou de substances susceptibles d'exploser, en cas d'utilisation ou d'usage prévu à l'article 10, paragraphe 2, premier alinéa.

4. Les jouets, et notamment les jeux et les jouets chimiques, ne doivent pas contenir, en tant que tels, des substances ou des mélanges qui:

- a) lorsqu'ils sont associés, sont susceptibles d'exploser, par réaction chimique ou par échauffement;
- b) sont susceptibles d'exploser lorsqu'ils sont mélangés avec des substances oxydantes; ou qui
- c) contiennent des composants volatils inflammables dans l'air et susceptibles de former des mélanges vapeur/air inflammables ou explosifs.

III. Propriétés chimiques

1. Les jouets doivent être conçus et fabriqués de manière à ne présenter aucun risque d'effet nuisible sur la santé humaine du à l'exposition à des substances ou mélanges chimiques qui entrent dans la composition des jouets ou qui y sont présents, lorsque l'utilisation de ces jouets est celle spécifiée à l'article 10, paragraphe 2, premier alinéa.

Les jouets doivent être conformes à la législation communautaire applicable relative à certaines catégories de produits ou aux restrictions d'utilisation de certaines substances et de certains mélanges.

2. Les jouets qui sont eux-mêmes des substances ou des mélanges doivent également se conformer à la directive 67/548/CEE du Conseil du 27 juin 1967 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances et préparations dangereuses, à la directive 1999/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 1999 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances et préparations dangereuses et au règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, le cas échéant.

ANNEXE II de la directive 2009/48/CE (suite)

3. Sans préjudice des restrictions visées au point 1, second alinéa, les substances classées comme étant cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR), de catégorie 1A, 1B ou 2 conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 ne doivent pas être utilisées dans les jouets et elles ne doivent pas entrer dans la composition de jouets ou de parties de jouets micro-structurellement distinctes.

4. Par dérogation au point 3, les substances ou mélanges classés CMR dans les catégories visées à la section 3 de l'appendice B peuvent être utilisés dans les jouets et entrer dans la composition de jouets ou parties de jouets micro-structurellement distinctes, sous réserve que l'une ou plusieurs des conditions suivantes soient satisfaites:

a) ces substances et mélanges sont présents à des concentrations individuelles égales ou inférieures aux concentrations définies dans les actes communautaires visés à la section 2 de l'appendice B pour la classification des mélanges contenant ces substances;

b) ces substances et mélanges sont totalement inaccessibles aux enfants, y compris par inhalation, dès lors que les jouets sont utilisés comme indiqué à l'article 10, paragraphe 2, premier alinéa;

c) une décision conforme à l'article 46, paragraphe 3, a été prise qui autorise la substance ou le mélange et l'utilisation de ceux-ci, et la substance, le mélange et leurs utilisations autorisées ont été repris dans l'appendice A.

Cette décision peut être prise à condition:

i) que l'utilisation de la substance ou du mélange ait été analysée par le comité scientifique compétent, qui l'a jugée sûre, notamment du point de vue de l'exposition;

ii) qu'il ressorte d'une analyse des solutions de remplacement qu'il n'existe aucune autre substance ou mélange de substitution adéquat; et

iii) que l'utilisation de la substance ou du mélange dans les produits de consommation ne soit pas interdite aux termes du règlement (CE) n°1907/2006.

La Commission charge le comité scientifique compétent de réévaluer ces substances ou mélanges dès que des doutes surgissent quant à leur sûreté et au moins tous les cinq ans à partir de la date à laquelle une décision a été prise en vertu de l'article 46, paragraphe 3.

5. Par dérogation au point 3, les substances ou mélanges classés CMR dans les catégories définies à la section 4 de l'appendice B peuvent être utilisés dans les jouets, et entrer dans la composition de jouets ou de parties de jouets micro-structurellement distinctes, à condition:

a) que ces substances et mélanges soient présents à des concentrations individuelles égales ou inférieures aux concentrations correspondantes fixées dans les actes communautaires visés à la section 2 de l'appendice B pour la classification des mélanges contenant ces substances;

b) que ces substances et mélanges soient inaccessibles aux enfants, sous quelque forme que ce soit, notamment l'inhalation, dès lors que le jouet est utilisé comme indiqué au premier alinéa de l'article 10, paragraphe 2; ou

c) qu'une décision conforme à l'article 46, paragraphe 3, a été prise pour autoriser la substance ou le mélange et leurs usages, et que la substance ou le mélange et leurs usages autorisés figurent sur la liste de l'appendice A.

Cette décision peut être prise, à condition:

i) que l'utilisation de la substance ou du mélange ait été évaluée par le comité scientifique compétent et considérée comme sûre, en particulier sous l'angle de l'exposition, et

ii) que l'utilisation de la substance ou du mélange ne soit pas interdite dans les produits de consommation au titre du règlement (CE) n°1907/2006.

La Commission charge le comité scientifique compétent de réévaluer ces substances ou mélanges dès que des doutes se font jour au sujet de leur sécurité et au plus tard tous les cinq ans à partir de la date à laquelle a été prise une décision conformément à l'article 46, paragraphe 3.

6. Les points 3, 4 et 5 ne s'appliquent pas au nickel contenu dans l'acier inoxydable.

7. Les points 3, 4 et 5 ne s'appliquent pas aux matériaux qui sont conformes aux valeurs limites spécifiques fixées dans l'appendice C ou, jusqu'à ce que ces valeurs aient été définies, mais pas au-delà du 20 juillet 2017 aux matériaux

ANNEXE II de la directive 2009/48/CE (suite)

couverts par les dispositions relatives aux matières entrant en contact avec les denrées alimentaires et respectant ces dispositions telles qu'elles sont définies dans le règlement (CE) n°1935/2004 ainsi que les mesures spécifiques afférentes pour certaines matières.

8. Sans préjudice de l'application des points 3 et 4, l'utilisation des nitrosamines et des substances nitrosables est interdite dans les jouets destinés à des enfants de moins de 36 mois et dans les autres jouets destinés à être mis en bouche, si la migration de ces substances est égale ou supérieure à 0,05 mg par kg pour les nitrosamines et à 1 mg par kg pour les substances nitrosables.

9. La Commission évalue systématiquement et à intervalles réguliers la présence de substances ou de matières dangereuses dans les jouets. Ces évaluations tiennent compte des rapports transmis par les organismes de surveillance du marché ainsi que des préoccupations exprimées par les États membres et par les parties prenantes.

10. Les jouets cosmétiques, tels que les cosmétiques pour poupées, doivent être conformes aux exigences de composition et d'étiquetage énoncées dans la directive 76/768/CEE du Conseil du 27 juillet 1976 relative au rapprochement des dispositions législatives des États membres concernant les produits cosmétiques.

11. Les jouets ne contiennent pas les substances parfumantes allergisantes suivantes:

N°	Dénomination de la substance parfumante allergisante	Numéro CAS
(1)	Huile de racine d'aunée (<i>Inula helenium</i>)	97976-35-2
(2)	Allylthiocyanate	57-06-7
(3)	Cyanure de benzyle	140-29-4
(4)	4 tert-butylphenol	98-54-4
(5)	Huile de chénopode	8006-99-3
(6)	Alcool de cyclamen	4756-19-8
(7)	Maléate diéthylique	141-05-9
(8)	Dihydrocoumarine	119-84-6
(9)	2,4-dihydroxy-3-méthylbenzaldéhyde	6248-20-0
(10)	3,7-diméthyle-2-octen-1-ol (6,7-dihydrogéraniol)	40607-48-5
(11)	4,6-diméthyle-8-tert-butylcoumarine	17874-34-9
(12)	Citraconate de diméthyle	617-54-9
(13)	7,11-diméthyle-4,6,10-dodécatrien-3-one	26651-96-7
(14)	6,10-diméthyle-3,5,9-undécatrien-2-one	141-10-6
(15)	Diphénylamine	122-39-4
(16)	Acrylate d'éthyle	140-88-5

ANNEXE II de la directive 2009/48/CE (suite)

(17)	Feuille de figuier, fraîche et préparations	68916-52-9
(18)	trans-2-Hepténal	18829-55-5
(19)	trans-2-Hexénal diéthyle acétal	67746-30-9
(20)	trans-2-Hexénal diméthyle acétal	18318-83-7
(21)	Alcool hydroabiétylique	13393-93-6
(22)	4-éthoxy-phénol	622-62-8
(23)	6-décahydro - 6 - isopropyl - 2 - naphthol	34131-99-2
(24)	7-Méthoxycoumarine	531-59-9
(25)	4-Méthoxyphénol	150-76-5
(26)	4-(3-méthoxyphényl)-3-butane-2-one	943-88-4
(27)	1-(p-méthoxyphényl)-1-pentène-3-one	104-27-8
(28)	Méthyl trans-2-buténoate	623-43-8
(29)	Méthyl-6-coumarine	92-48-8
(30)	Méthyl-7-coumarine	2445-83-2
(31)	Méthyl-5-2, 3 - hexanédione	13706-86-0
(32)	Huile de racine de costus (<i>Saussurea lappa Clarke</i>)	8023-88-9
(33)	7-Ethoxy-4-méthylcoumarine	87-05-8
(34)	Hexahydrocoumarine	700-82-3
(35)	Baume du Pérou, brut (Exsudation de <i>Myroxylon Pereirae Klotzsch</i>)	8007-00-9
(36)	2 - pentylidène-cyclohexanone	25677-40-1
(37)	3,6,10-triméthyl-3,5,9-undécatrien-2-one	1117-41-5
(38)	Huile de verbena (<i>Lippia citriodora Kunth</i>).	8024-12-2
(39)	Musk ambrette (4-ter-Butyl-3-méthoxy-2,6- dinitrotoluène)	83-66-9
(40)	4-Phényl-3-buten-2-one	122-57-6

ANNEXE II de la directive 2009/48/CE (suite)

(41)	Amyl cinnamal	122-40-7
(42)	Amylcinnamyl alcool	101-85-9
(43)	Alcool de benzyle	100-51-6
(44)	Salicylate de benzyle	118-58-1
(45)	Cinnamyl alcool	104-54-1
(46)	Cinnamal	104-55-2
(47)	Citral	5392-40-5
(48)	Coumarine	91-64-5
(49)	Eugenol	97-53-0
(50)	Géraniol	106-24-1
(51)	Hydroxy-citronellal	107-75-5
(52)	Hydroxy-méthylpentylcyclohexenecarboxaldehyde	31906-04-4
(53)	Isoeugenol	97-54-1
(54)	Extraits de mousse de chêne	90028-68-5
(55)	Extraits de mousse d'arbre	90028-67-4

Toutefois, la présence de traces de ces substances parfumantes est tolérée, à condition qu'elle soit techniquement inévitable dans les bonnes pratiques de fabrication et qu'elle ne dépasse pas 100 mg/kg.

En outre, les substances parfumantes allergisantes ci-après doivent être indiquées sur le jouet, sur une étiquette jointe, sur l'emballage ou sur un feuillet d'accompagnement, si elles ont été ajoutées aux jouets, telles quelles, à des concentrations dépassant 100 mg/kg du jouet ou des composantes de celui-ci.

N°	Dénomination de la substance parfumante allergisante	N° CAS
(1)	Alcool anisique	105-13-5
(2)	Benzoate de benzyle	120-51-4
(3)	Cinnamate de benzyle	103-41-3
(4)	Citronellol	106-22-9
(5)	Farnesol	4602-84-0

ANNEXE II de la directive 2009/48/CE (suite)

(6)	Hexylcinnamaldéhyde	101-86-0
(7)	Lilial	80-54-6
(8)	d-Limonene	5989-27-5
(9)	Linalol	78-70-6
(10)	Methyl heptine carbonate	111-12-6
(11)	3-méthyl-4-(2,6,6-tri-méthyl-2-cyclohexène-1-yl)-3-butène-2-one	127-51-5

12. L'utilisation des substances parfumantes visées aux points 41 à 55 de la liste figurant au point 11, premier alinéa, et celle des substances parfumantes visées aux points 1 à 11 de la liste figurant au point 11, troisième alinéa, sont autorisées dans les jeux de table olfactifs, les ensembles cosmétiques et les jeux gustatifs à condition que:

- i) ces substances parfumantes soient clairement indiquées sur l'emballage et que ce dernier contienne l'avertissement prévu au point 10 de la partie B de l'annexe V,
- ii) le cas échéant, les produits fabriqués par l'enfant conformément au mode d'emploi soient conformes aux exigences de la directive 76/768/CEE, et
- iii) le cas échéant, ces substances parfumantes soient conformes à la législation pertinente relative aux denrées alimentaires.

Ces jeux olfactifs, ensembles cosmétiques et jeux gustatifs ne peuvent être utilisés par des enfants de moins de 36 mois et doivent être conformes au point 1 de la partie B de l'annexe V.

13. Sans préjudice des points 3, 4 et 5, les limites de migration ci-après des jouets ou composants de jouets ne doivent pas être dépassées:

Élément	mg/kg de matière de jouet sèche, friable, poudreuse ou souple	mg/kg de matière de jouet liquide ou collante	mg/kg de matière grattée du jouet
Aluminium	5 625	1 406	70 000
Antimoine	45	11,3	560
Arsenic	3,8	0,9	47
Baryum	4 500	1 125	56 000
Bore	1 200	300	15 000
Cadmium	1,9	0,5	23
Chrome (III)	37,5	9,4	460
Chrome (VI)	0,02	0,005	0,2
Cobalt	10,5	2,6	130

ANNEXE II de la directive 2009/48/CE (suite)

Cuivre	622,5	156	7 700
Plomb	13,5	3,4	160
Manganèse	1 200	300	15 000
Mercuré	7,5	1,9	94
Nickel	75	18,8	930
Sélénium	37,5	9,4	460
Strontium	4 500	1 125	56 000
Étain	15 000	3 750	180 000
Étain organique	0,9	0,2	12
Zinc	3 750	938	46 000

Ces valeurs limites ne s'appliquent pas aux jouets ou composants de jouets qui, en raison de leur accessibilité, de leur fonction, de leur volume ou de leur masse, excluent tout danger par succion, léchage, ingestion ou contact prolongé avec la peau, lorsqu'ils sont utilisés dans les conditions définies à l'article 10, paragraphe 2, premier alinéa.

IV. Propriétés électriques

1. Les jouets et leurs pièces accessibles sont alimentés par une tension qui n'excède pas 24 volts de courant continu ou l'équivalent en courant alternatif.

Les voltages internes n'excèdent pas 24 volts de courant direct ou l'équivalent en courant alternatif, à moins que ne soit garanti que le voltage et la combinaison actuelle générée ne comporte aucun risque de choc électrique nuisible, même si le jouet est cassé.

2. Les pièces des jouets qui sont en contact ou susceptibles d'être en contact avec une source d'électricité capable de provoquer un choc électrique, ainsi que les câbles ou autres fils conducteurs par lesquels l'électricité est conduite à ces pièces doivent être bien isolés et mécaniquement protégés afin de prévenir le risque d'un tel choc.

3. Les jouets électriques doivent être conçus et fabriqués de manière à garantir que les températures maximales atteintes par toutes surfaces directement accessibles ne causent pas de brûlures lors d'un contact.

4. Lors de pannes prévisibles, les jouets doivent fournir une protection contre les risques liés à l'électricité résultant d'une source d'énergie électrique.

5. Les jouets doivent assurer une protection adéquate contre les risques d'incendie.

6. Les jouets électriques doivent être conçus et fabriqués de telle sorte que les champs électriques, magnétiques et électromagnétiques et les autres radiations générées par le matériel soient limités à ce qui est nécessaire pour le fonctionnement du jouet, et doivent fonctionner à un niveau sûr, conformément à l'état généralement reconnu de la technique, compte dûment tenu des mesures communautaires spécifiques.

7. Les jouets dotés d'un système de commande électronique doivent être conçus et fabriqués de manière à fonctionner en toute sécurité, même en cas de dysfonctionnement ou de panne découlant d'une défaillance du système lui-même ou d'un facteur extérieur.

8. Les jouets doivent être conçus et fabriqués de manière à ne présenter aucun risque pour la santé et aucun risque de

ANNEXE II de la directive 2009/48/CE (suite)

blessures aux yeux ou à la peau par des lasers, des diodes électroluminescentes ou tout autre type de radiation.

9. Le transformateur électrique pour jouets ne fait pas partie intégrante du jouet.

V. Hygiène

1. Les jouets doivent être conçus et fabriqués de façon à satisfaire aux conditions d'hygiène et de propreté afin d'éviter tout risque d'infection, de maladie ou de contamination.

2. Les jouets destinés à l'usage d'enfants de moins de 36 mois doivent être conçus et fabriqués de manière à pouvoir être nettoyés. À cet effet, les jouets en textile sont lavables, sauf s'ils contiennent un mécanisme susceptible d'être endommagé au lavage à grandes eaux. Les jouets doivent continuer de remplir les conditions de sécurité après le nettoyage conformément au présent paragraphe et aux consignes du fabricant.

VI. Radioactivité

Les jouets doivent être conformes à l'ensemble des dispositions applicables au titre du chapitre III du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Appendice A

Liste des substances CMR et de leurs utilisations autorisées conformément à l'annexe II, partie III, points 4, 5 et 6

Substance	Classification	Utilisation autorisée
Nickel	CMR 2	Dans l'acier inoxydable

*Appendice B***CLASSIFICATION DES SUBSTANCES ET MELANGES**

Eu égard au calendrier d'application du règlement (CE) n°1272/2008, des possibilités de renvoi équivalentes à une classification déterminée devraient être utilisées à différents moments.

1. Critères de classification des substances et mélanges aux fins du point 2 de la partie III

A. Critères à appliquer à partir du 20 juillet 2011 jusqu'au 31 mai 2015

Substances

La substance satisfait aux critères définis pour une quelconque des classes ou catégories de danger suivantes définies à l'annexe I du règlement (CE) n°1272/2008:

- a) classes de danger 2.1 à 2.4, 2.6 et 2.7, 2.8 types A et B, 2.9, 2.10, 2.12, 2.13 catégories 1 et 2, 2.14 catégories 1 et 2, 2.15 types A à F;
- b) classes de danger 3.1 à 3.6, 3.7 effets néfastes sur la fonction reproductive, sur la fertilité ou la croissance, 3.8 effets autres que narcotiques, 3.9 et 3.10;
- c) classe de danger 4.1;
- d) classe de danger 5.1.

Mélanges

Le mélange est dangereux au sens de la directive 67/548/CEE.

ANNEXE II de la directive 2009/48/CE (suite)

B. Critères à appliquer à partir du 1er juin 2015

La substance satisfait aux critères définis pour une quelconque des classes ou catégories de danger suivantes définies à l'annexe I du règlement (CE) n° 1272/2008:

- a) classes de danger 2.1 à 2.4, 2.6 et 2.7, 2.8 types A et B, 2.9, 2.10, 2.12, 2.13 catégories 1 et 2, 2.14 catégories 1 et 2, 2.15 types A à F;
- b) classes de danger 3.1 à 3.6, 3.7 effets néfastes sur la fonction reproductive, sur la fertilité ou la croissance, 3.8 effets autres que narcotiques, 3.9 et 3.10;
- c) classe de danger 4.1;
- d) classe de danger 5.1.

2. Actes communautaires régissant l'utilisation de certaines substances aux fins des points 4 a) et 5 a) de la partie III

Du 20 juillet 2011 au 31 mai 2015, les concentrations pertinentes pour la classification des mélanges contenant les substances sont celles définies conformément à la directive 1999/45/CE.

À partir du 1er juin 2015, les concentrations pertinentes aux fins de la classification des mélanges contenant les substances sont celles définies conformément au règlement (CE) n° 1272/2008.

3. Catégories de substances et mélanges classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR) aux fins du point 4 de la partie III

Substances

Le point 4 de la partie III concerne les substances classées CMR en catégorie 1A et 1B en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008.

Mélanges

Du 20 juillet 2011 au 31 mai 2015, le point 4 de la partie III concerne les mélanges classées CMR en catégories 1 et 2, en vertu des directives 1999/45/CE ou 67/548/CEE, selon le cas.

À partir du 1er juin 2015, le point 4 de la partie III concerne les mélanges classifiés CMR en catégories 1A et 1B en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008.

4. Catégories de substances et mélanges classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR) aux fins du point 5 de la partie III

Substances

Le point 5 de la partie III concerne les substances classées CMR en catégorie 2 en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008.

Mélanges

Du 20 juillet 2011 au 31 mai 2015, le point 5 de la partie III concerne les mélanges classées CMR en catégorie 3, en vertu des directives 1999/45/CE ou 67/548/CEE, selon le cas.

À partir du 1er juin 2015, le point 5 de la partie III concerne les mélanges classifiés CMR en catégorie 2 en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008.

5. Catégories de substances et mélanges classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR) aux fins de l'article 46, paragraphe 3

Substances

L'article 46, paragraphe 3, concerne les substances classées CMR en catégories 1A, 1B et 2 conformément au règlement (CE) n° 1272/2008.

ANNEXE II de la directive 2009/48/CE (suite)

Mélanges

Du 20 juillet 2011 au 31 mai 2015, l'article 46, paragraphe 3, concerne les mélanges classées CMR en catégorie 1, 2 et 3, en vertu des directives 1999/45/CE ou 67/548/CEE, selon le cas.

À partir du 1er juin 2015, l'article 46, paragraphe 3, concerne les mélanges classifiés CMR en catégories 1A, 1B et 2 en vertu du règlement CE n° 1272/2008.

Appendice C

Valeurs limites spécifiques pour les produits chimiques utilisés dans les jouets destinés à l'usage d'enfants de moins de 36 mois ou dans d'autres jouets destinés à être mis en bouche, adoptées conformément à l'article 46, paragraphe 2

ANNEXE III de la directive 2009/48/CE
DÉCLARATION CE DE CONFORMITÉ

1. N° ... (identification unique du ou des jouets).
 2. Nom et adresse du fabricant ou de son mandataire:
 3. La présente déclaration de conformité est établie sous la seule responsabilité du fabricant:
 4. Objet de la déclaration (identification du jouet permettant sa traçabilité), accompagné d'une image couleur suffisamment claire pour permettre l'identification du jouet.
 5. L'objet de la déclaration visé au point 4 est conforme à la législation communautaire d'harmonisation applicable:
 6. Références des normes harmonisées pertinentes appliquées ou des spécifications par rapport auxquelles la conformité est déclarée:
 7. Le cas échéant: l'organisme notifié ... (nom, numéro) ... a effectué ... (description de l'intervention) et a établi l'attestation:
 8. Informations complémentaires:
- Signé par et au nom de:
- (date et lieu d'établissement)
- (nom, fonction) (signature)

ANNEXE IV de la directive 2009/48/CE

DOCUMENTATION TECHNIQUE

Dans la mesure nécessaire à l'évaluation, la documentation technique visée à l'article 21 contient, notamment, les éléments suivants:

- a) une description détaillée de la conception et de la fabrication, y compris une liste des composants et des matériaux utilisés dans les jouets, ainsi que les fiches de données de sécurité relatives aux substances chimiques utilisées à obtenir auprès des fournisseurs de substances chimiques;
- b) la ou les évaluations de la sécurité effectuées en vertu de l'article 18;
- c) une description de la procédure suivie pour évaluer la conformité;
- d) une copie de la déclaration CE de conformité;
- e) l'adresse des lieux de fabrication et d'entreposage,
- f) copies des documents que le fabricant a communiqués à l'organisme notifié, si ce dernier intervient;
- g) les rapports d'essais et la description des moyens par lesquels le fabricant a garanti la conformité de la production aux normes harmonisées, si ce fabricant a suivi la procédure de contrôle interne de la fabrication visée à l'article 19, paragraphe 2, et
- h) une copie de l'attestation de l'examen CE de type, une description des moyens par lesquels le fabricant a garanti la conformité de la production au type de produit décrit dans l'attestation d'examen CE de type, ainsi que des copies des documents que le fabricant a communiqués à l'organisme notifié, si le fabricant a soumis le jouet à un examen CE de type et suivi la procédure de conformité au type visée à l'article 19, paragraphe 3.

ANNEXE V de la directive 2009/48/CE

AVERTISSEMENTS

(visés à l'article 11)

PARTIE A

AVERTISSEMENTS GÉNÉRAUX

Les limites concernant l'utilisateur visées à l'article 11, paragraphe 1, comprennent au moins un âge minimum ou maximum et, le cas échéant, les aptitudes de l'utilisateur, un poids minimum ou maximum, ainsi que la nécessité de veiller à ce que le jouet soit utilisé sous la surveillance d'un adulte.

PARTIE B

AVERTISSEMENTS SPÉCIFIQUES ET INDICATIONS DES PRÉCAUTIONS D'EMPLOI POUR CERTAINES CATÉGORIES DE JOUETS

1. Jouets non destinés à l'usage d'enfants de moins de 36 mois

Les jouets qui sont susceptibles de présenter un danger pour les enfants de moins de 36 mois doivent s'accompagner d'un avertissement, tel que: «Ne convient pas aux enfants de moins de 36 mois» ou «Ne convient pas aux enfants de moins de trois ans», ou un avertissement sous la forme du graphique suivant:



Ces avertissements s'accompagnent d'une brève indication, qui peut figurer dans la notice d'emploi, sur le danger précis justifiant cette précaution.

Le présent point ne s'applique pas aux jouets qui, en raison de leurs fonctions, dimensions, caractéristiques, propriétés ou autres éléments probants, ne sont manifestement pas susceptibles d'être destinés aux enfants de moins de 36 mois.

2. Jouets d'activité

Les jouets d'activité portent l'avertissement suivant:

«Réservé à un usage privé».

Les jouets d'activité attachés à une traverse et, le cas échéant, d'autres jouets d'activité sont accompagnés d'une notice d'emploi attirant l'attention sur la nécessité d'effectuer des contrôles et des entretiens périodiques de leurs parties les plus importantes (suspensions, attaches, fixation au sol, etc.) et précisant que, en cas d'omission de ces contrôles, le jouet pourrait présenter des risques de chute ou de renversement.

Des instructions doivent également être données sur la façon correcte de les assembler, en indiquant les parties qui peuvent présenter des dangers si l'assemblage n'est pas correct. Des informations précises sur la surface appropriée sur laquelle placer le jouet, doivent être fournies.

3. Jouets fonctionnels

Les jouets fonctionnels portent l'avertissement suivant:

«À utiliser sous la surveillance d'un adulte».

Ils sont, en outre, accompagnés d'une notice d'emploi mentionnant les instructions de fonctionnement ainsi que les précautions à suivre par l'utilisateur, avec l'avertissement qu'en cas d'omission de ces précautions, celui-ci s'expose aux dangers propres, à préciser, de l'appareil ou produit dont le jouet constitue un modèle réduit ou une imitation. Doit également être indiqué que le jouet doit être maintenu hors de la portée d'enfants d'un certain âge, lequel doit être précisé par le fabricant.

4. Jouets chimiques

Sans préjudice de l'application des dispositions prévues par la législation communautaire applicable à la classification,

ANNEXE V de la directive 2009/48/CE (suite)

l'emballage et l'étiquetage de certaines substances et mélanges dangereux, la notice d'emploi des jouets contenant, en tant que tels, ces substances ou mélanges, porte l'indication du caractère dangereux de ceux-ci et des précautions à prendre par les utilisateurs afin d'éviter les dangers s'y rapportant à préciser de manière concise selon le type de jouet. Doivent également être mentionnés les soins de première urgence à donner en cas d'accidents graves dus à l'utilisation de ce type de jouets. Doit également être indiqué que ces jouets doivent être maintenus hors de la portée d'enfants d'un certain âge, lequel doit être précisé par le fabricant.

Outre les indications prévues au premier alinéa, les jouets chimiques doivent porter sur l'emballage l'avertissement suivant:

«Ne convient pas aux enfants de moins de (à préciser par le fabricant) ans. À utiliser sous la surveillance d'un adulte».

Sont notamment considérés comme «jouets chimiques»: les boîtes d'expériences chimiques, les boîtes d'inclusion plastique, les ateliers miniatures de céramiste, émailleur, photographie et jouets analogues qui provoquent une réaction chimique ou une modification analogue de la substance en cours d'utilisation.

5. Patins, patins à roulettes, patins en ligne, planches à roulettes, scooters et bicyclettes pour enfants

Ces jouets, s'ils sont présentés à la vente comme jouets, portent les avertissements suivants:

«À utiliser avec équipement de protection. Ne pas utiliser sur la voie publique».

En outre, la notice d'emploi rappelle que l'utilisation du jouet doit se faire avec prudence, étant donné qu'elle exige beaucoup d'adresse, afin d'éviter des accidents, par chutes ou collisions, de l'utilisateur et des tiers. Des indications concernant l'équipement de protection conseillé (casques, gants, genouillères, coudières, etc.) doivent également être données.

6. Jouets aquatiques

Les jouets aquatiques portent l'avertissement suivant:

«À n'utiliser qu'en eau où l'enfant a pied et sous la surveillance d'un adulte».

7. Jouets contenus dans les denrées alimentaires

Les jouets contenus dans les denrées alimentaires ou qui y sont mélangés portent l'avertissement suivant:

«Contient un jouet. La surveillance d'un adulte est recommandée».

8. Imitations de masques protecteurs et de casques

Les imitations de masques protecteurs et de casques doivent comporter l'avertissement suivant:

«Ce jouet n'assure pas une protection.».

9. Jouets destinés à être suspendus au-dessus d'un berceau, d'un parc ou d'une poussette au moyen de fils, de cordes, d'élastiques ou de courroies

Les jouets destinés à être suspendus au-dessus d'un berceau, d'un parc ou d'une poussette au moyen de fils, de cordes, d'élastiques ou de courroies, portent l'avertissement ci-après sur l'emballage et cet avertissement est également indiqué de manière permanente sur le jouet:

«Afin d'éviter tout risque d'étranglement, ôter le jouet dès que l'enfant tente de se mettre à quatre pattes ou de ramper».

10. Emballage des substances parfumantes contenues dans les jeux de table olfactifs, les ensembles cosmétiques et les jouets gustatifs

L'emballage des substances parfumantes contenues dans les jeux de table olfactifs, les ensembles cosmétiques et les jeux gustatifs contenant les substances parfumantes visées aux points 41 à 55 de la liste figurant au point 11, premier alinéa, de la partie III de l'annexe II et les substances parfumantes visées aux points 1 à 11 de la liste figurant au troisième alinéa de ce point comportent l'avertissement suivant:

«Contient des substances parfumantes susceptibles de causer des allergies».

Module A de la décision n° 768/2008**Contrôle interne de la fabrication**

1. Le contrôle interne de la fabrication est la procédure d'évaluation de la conformité par laquelle le fabricant remplit les obligations définies aux points 2, 3 et 4, et assure et déclare sous sa seule responsabilité que les produits concernés satisfont aux exigences de l'instrument législatif qui leur sont applicables.

2. Documentation technique

Le fabricant établit la documentation technique. La documentation permet l'évaluation du produit du point de vue de sa conformité aux exigences pertinentes, et inclut une analyse et une évaluation adéquates du ou des risques. La documentation technique précise les exigences applicables et couvre, dans la mesure nécessaire à l'évaluation, la conception, la fabrication et le fonctionnement du produit. La documentation technique comprend, le cas échéant, au moins les éléments suivants:

- une description générale du produit,
- des dessins de la conception et de la fabrication ainsi que des schémas des composants, des sous-ensembles, des circuits, etc.,
- les descriptions et explications nécessaires pour comprendre ces dessins et schémas ainsi que le fonctionnement du produit,
- une liste des normes harmonisées et/ou des autres spécifications techniques pertinentes dont les références ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne, appliquées entièrement ou en partie, et la description des solutions adoptées pour satisfaire aux exigences essentielles de l'instrument législatif lorsque ces normes harmonisées n'ont pas été appliquées. Dans le cas où des normes harmonisées ont été appliquées en partie, la documentation technique précise les parties appliquées,
- les résultats des calculs de conception réalisés, des contrôles effectués, etc., et
- les rapports d'essais.

3. Fabrication

Le fabricant prend toutes les mesures nécessaires pour que le procédé de fabrication et le suivi de celui-ci assurent la conformité des produits fabriqués à la documentation technique visée au point 2 et aux exigences des instruments législatifs qui leur sont applicables.

4. Marquage de conformité et déclaration de conformité

4.1. Le fabricant appose le marquage de conformité requis comme indiqué dans l'instrument législatif sur chaque produit conforme aux exigences applicables de l'instrument législatif.

4.2. Le fabricant établit une déclaration écrite de conformité concernant un modèle de produit et la tient, accompagnée de la documentation technique, à la disposition des autorités nationales pendant une durée de dix ans à partir du moment où le produit a été placé sur le marché. La déclaration de conformité identifie le produit pour lequel elle a été établie.

Une copie de la déclaration de conformité est mise à la disposition des autorités compétentes sur demande.

5. Mandataire

Les obligations du fabricant visées au point 4 peuvent être remplies par son mandataire, en son nom et sous sa responsabilité, pour autant qu'elles soient spécifiées dans le mandat.

Module B de la décision n° 768/2008

Examen «CE» de type

1. L'examen «CE» de type est la partie de la procédure d'évaluation de la conformité par laquelle un organisme notifié examine la conception technique d'un produit et vérifie et atteste qu'elle satisfait aux exigences de l'instrument législatif qui lui sont applicables.

2. L'examen «CE» de type peut être effectué suivant l'une des méthodes ci-après:

- examen d'un échantillon, représentatif de la fabrication envisagée, du produit complet (type de fabrication),
- évaluation de l'adéquation de la conception technique du produit par un examen de la documentation technique et des preuves visées au point 3, avec examen d'échantillons, représentatifs de la fabrication envisagée, d'une ou de plusieurs parties critiques du produit (combinaison du type de fabrication et du type de conception),
- évaluation de l'adéquation de la conception technique du produit par un examen de la documentation technique et des preuves visées au point 3, sans examen d'un échantillon (type de conception).

3. Le fabricant introduit une demande d'examen «CE» de type auprès d'un seul organisme notifié de son choix.

Cette demande comprend:

- le nom et l'adresse du fabricant, ainsi que le nom et l'adresse du mandataire si la demande est introduite par celui-ci,
- une déclaration écrite certifiant que la même demande n'a pas été introduite auprès d'un autre organisme notifié,
- la documentation technique. La documentation technique permet l'évaluation du produit du point de vue de sa conformité aux exigences applicables de l'instrument législatif et inclut une analyse et une évaluation adéquates du ou des risques. Elle précise les exigences applicables et couvre, dans la mesure nécessaire à l'évaluation, la conception, la fabrication et le fonctionnement du produit. La documentation technique comprend, le cas échéant, au moins les éléments suivants:
 - une description générale du produit,
 - des dessins de la conception et de la fabrication ainsi que des schémas des composants, des sousensembles, des circuits, etc.,
 - les descriptions et explications nécessaires pour comprendre ces dessins et schémas ainsi que le fonctionnement du produit,
 - une liste des normes harmonisées et/ou des autres spécifications techniques pertinentes dont les références ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne, appliquées entièrement ou en partie, et la description des solutions adoptées pour satisfaire aux exigences essentielles de l'instrument législatif lorsque ces normes harmonisées n'ont pas été appliquées. Dans le cas où des normes harmonisées ont été appliquées en partie, la documentation technique précise les parties appliquées,
 - les résultats des calculs de conception, des contrôles effectués, etc., et
 - les rapports d'essais,
- les échantillons, représentatifs de la fabrication envisagée. L'organisme notifié peut demander d'autres exemplaires si le programme d'essais le requiert,
- les preuves à l'appui de l'adéquation de la solution retenue pour la conception technique. Ces preuves mentionnent tous les documents qui ont été utilisés, en particulier lorsqu'on n'a pas appliqué entièrement les normes harmonisées et/ou les spécifications techniques applicables. Elles comprennent, si nécessaire, les résultats d'essais effectués par le laboratoire approprié du fabricant ou par un autre laboratoire d'essai en son nom et sous sa responsabilité.

4. L'organisme notifié:

pour le produit:

4.1. examine la documentation technique et les preuves permettant d'évaluer l'adéquation de la conception technique du produit;

pour le ou les échantillons:

Module B de la décision n° 768/2008 (suite)

4.2. vérifie que le ou les échantillons ont été fabriqués en conformité avec la documentation technique et relève les éléments qui ont été conçus conformément aux dispositions applicables des normes harmonisées et/ou des spécifications techniques pertinentes, ainsi que les éléments dont la conception ne s'appuie pas sur les dispositions pertinentes desdites normes;

4.3. effectue ou fait effectuer les examens et les essais appropriés pour vérifier si, dans le cas où le fabricant a choisi d'appliquer les solutions indiquées dans les normes harmonisées et/ou les spécifications techniques pertinentes, celle-ci ont été appliquées correctement;

4.4. effectue ou fait effectuer les examens et les essais appropriés pour vérifier si, dans le cas où les solutions indiquées dans les normes harmonisées et/ou les spécifications techniques pertinentes n'ont pas été appliquées, les solutions adoptées par le fabricant satisfont aux exigences essentielles correspondantes de l'instrument législatif;

4.5. convient avec le fabricant de l'endroit où les examens et les essais seront effectués.

5. L'organisme notifié établit un rapport d'évaluation répertoriant les activités effectuées conformément au point 4 et leurs résultats. Sans préjudice de ses obligations vis-à-vis des autorités notifiantes, l'organisme notifié ne divulgue le contenu de ce rapport, en totalité ou en partie, qu'avec l'accord du fabricant.

6. Lorsque le type satisfait aux exigences de l'instrument législatif spécifique qui sont applicables au produit concerné, l'organisme notifié délivre au fabricant une attestation d'examen «CE» de type. L'attestation contient le nom et l'adresse du fabricant, les conclusions de l'examen, les conditions (éventuelles) de sa validité et les données nécessaires à l'identification du type approuvé. Une ou plusieurs annexes peuvent être jointes à l'attestation.

L'attestation et ses annexes contiennent toutes les informations nécessaires pour permettre l'évaluation de la conformité des produits fabriqués au type examiné et le contrôle en service.

Lorsque le type ne satisfait pas aux exigences applicables de l'instrument législatif, l'organisme notifié refuse de délivrer une attestation d'examen «CE» de type et en informe le demandeur, en lui précisant les raisons de son refus.

7. L'organisme notifié suit l'évolution de l'état de la technique généralement reconnu; lorsque cette évolution donne à penser que le type approuvé pourrait ne plus être conforme aux exigences applicables de l'instrument législatif, il détermine si des examens complémentaires sont nécessaires. Si tel est le cas, l'organisme notifié en informe le fabricant.

Le fabricant informe l'organisme notifié qui détient la documentation technique relative à l'attestation d'examen «CE» de type de toutes les modifications du type approuvé qui peuvent remettre en cause la conformité du produit aux exigences essentielles de l'instrument législatif ou les conditions de validité de l'attestation. Ces modifications nécessitent une nouvelle approbation sous la forme d'un complément à l'attestation initiale d'examen «CE» de type.

8. Chaque organisme notifié informe ses autorités notifiantes des attestations CE de type et/ou des compléments qu'il a délivrés ou retirés et leur transmet, périodiquement ou sur demande, la liste des attestations et/ou des compléments qu'il a refusés, suspendus ou soumis à d'autres restrictions.

Chaque organisme notifié informe les autres organismes notifiés des attestations d'examen «CE» de type et/ou des compléments qu'il a refusés, retirés, suspendus ou soumis à d'autres restrictions et, sur demande, des attestations et/ou des compléments qu'il a délivrés.

La Commission, les États membres et les autres organismes notifiés peuvent, sur demande, obtenir une copie des attestations d'examen «CE» de type et/ou de leurs compléments. Sur demande, la Commission et les États membres peuvent obtenir une copie de la documentation technique et des résultats des examens réalisés par l'organisme notifié. L'organisme notifié conserve une copie de l'attestation d'examen «CE» de type, de ses annexes et compléments, ainsi que le dossier technique, y compris la documentation communiquée par le fabricant, pour une durée allant jusqu'à la fin de la validité de l'attestation.

9. Le fabricant tient à la disposition des autorités nationales une copie de l'attestation d'examen «CE» de type, de ses annexes et compléments, ainsi que la documentation technique, pour une durée de dix ans à partir du moment où le produit a été placé sur le marché.

10. Le mandataire du fabricant peut introduire la demande visée au point 3 et s'acquitter des obligations visées aux points 7 et 9 pour autant qu'elles soient spécifiées dans le mandat.

Module C

Conformité au type sur la base du contrôle interne de la fabrication

1. La conformité au type sur la base du contrôle interne de la fabrication est la partie de la procédure d'évaluation de la conformité par laquelle le fabricant remplit les obligations définies aux points 2 et 3 et assure et déclare que les produits concernés sont conformes au type décrit dans l'attestation d'examen «CE» de type et satisfont aux exigences de l'instrument législatif qui leur sont applicables.

2. Fabrication

Le fabricant prend toutes les mesures nécessaires pour que le procédé de fabrication et le suivi de celui-ci assurent la conformité des produits fabriqués au type approuvé décrit dans l'attestation d'examen «CE» de type et aux exigences de l'instrument législatif qui leur sont applicables.

3. Marquage de conformité et déclaration de conformité

3.1. Le fabricant appose le marquage de conformité requis comme indiqué dans l'instrument législatif sur chaque produit conforme aux exigences applicables de l'instrument législatif.

3.2. Le fabricant établit une déclaration écrite de conformité concernant un modèle de produit et la tient à la disposition des autorités nationales pendant une durée de dix ans à partir du moment où le produit a été placé sur le marché. La déclaration de conformité précise le modèle de produit pour lequel elle a été établie.

Une copie de la déclaration de conformité est mise à la disposition des autorités compétentes sur demande.

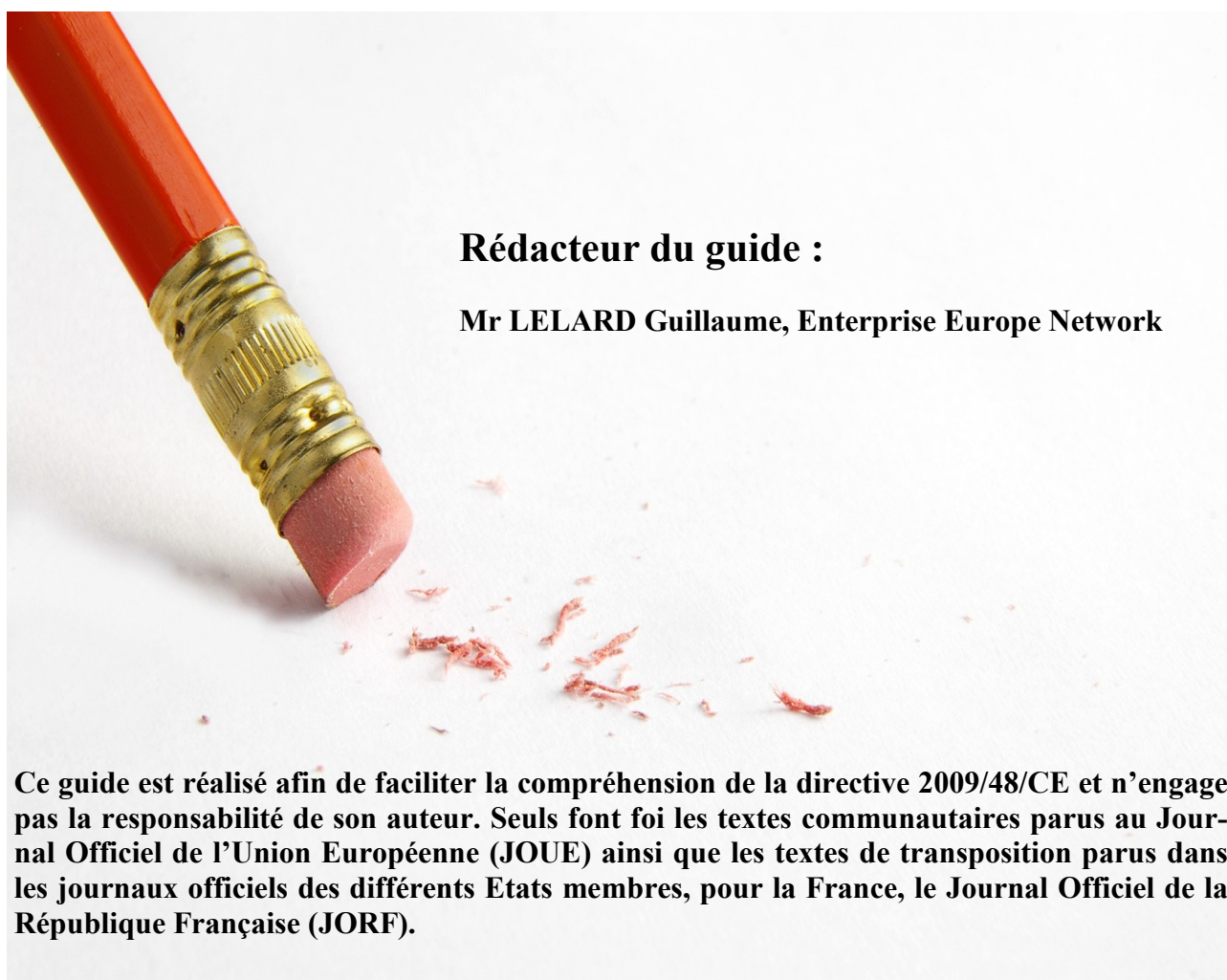
4. Mandataire

Les obligations du fabricant visées au point 3 peuvent être remplies par son mandataire, en son nom et sous sa responsabilité, pour autant qu'elles soient spécifiées dans le mandat



Nord - Pas de Calais

La directive 2009/48/CE relative à la sécurité des jouets



Rédacteur du guide :

Mr LELARD Guillaume, Enterprise Europe Network

Ce guide est réalisé afin de faciliter la compréhension de la directive 2009/48/CE et n'engage pas la responsabilité de son auteur. Seuls font foi les textes communautaires parus au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) ainsi que les textes de transposition parus dans les journaux officiels des différents Etats membres, pour la France, le Journal Officiel de la République Française (JORF).



L'Europe à la portée de votre entreprise.



Nord - Pas de Calais

La directive 2009/48/CE relative à la sécurité des jouets

**Pour toute demande d'informations complémentaires vous pouvez
contacter le réseau Entreprise Europe Nord Pas de Calais :**

Guillaume LELARD

g.lelard@cci-international.net

03 59 56 22 69

Marie-Luce DIXON

ml.dixon@cci-international.net

03 59 56 22 32

Violaine BAUDIN

v.baudin@cci-international.net

03 59 56 22 33



L'Europe à la portée de votre entreprise.